

LA PRESSE AFFAIRES

BLOGUE

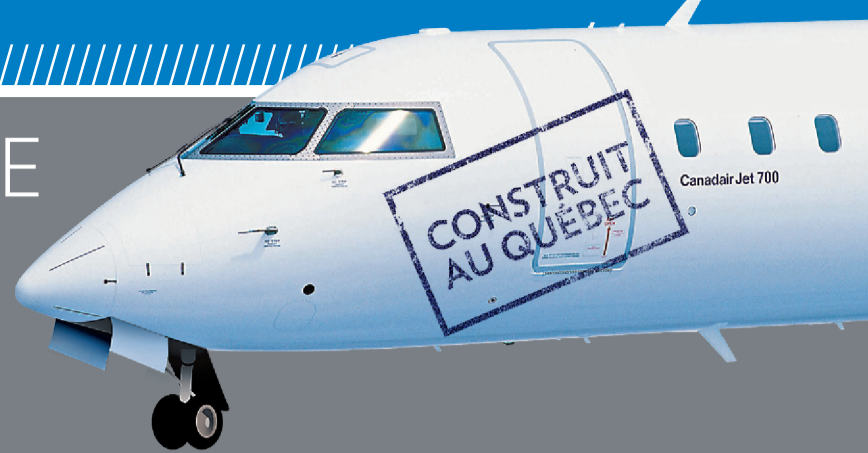
Quel est le sujet qui réunit tous les Vancouverois? Lisez le blogue de Sophie Cousineau sur lapresseaffaires.com/cousineau

ACTIONS

Dressez la liste des actions que vous souhaitez suivre sur lapresseaffaires.com

LE QUÉBEC RATTRAPE L'ONTARIO

AU PLAN ÉCONOMIQUE, L'ÉCART ENTRE LES DEUX PROVINCES DIMINUE
NOTRE DOSSIER EN PAGES 2 ET 3



S&P/TSX
14 666,07
+144,88 (+1,00%)

TSX CROISSANCE
2576,11
+12,10 (+0,47%)

QUÉBEC 30
1221,09
+4,19 (+0,34%)

DOW JONES
12 876,31
+130,43 (+1,02%)

DOLLAR
99,56¢US
+0,12¢

LE TSX À UN NOUVEAU SOMMET

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Vincent Delisle n'a pas encore digéré la défaite du Canadien de Montréal face aux Flyers de Philadelphie. Une semaine après l'élimination du Tricolore, le stratège en chef de Scotia Capitaux voit les Flyers partout. Même à la Bourse de Toronto, qui a atteint un nouveau sommet hier.

«Présentement, le TSX ressemble aux Flyers: il marque des buts de n'importe où et il profite vraiment de toutes ses chances de marquer», dit Vincent Delisle.

Si le stratège en chef de Scotia Capitaux compare la Bourse de Toronto aux Flyers, c'est que son nouveau sommet de 14 666,07 points -40 points de plus que l'ancien sommet établi l'été dernier avant la crise du crédit - s'appuie sur des bases fragiles. Tout comme les victoires des Flyers contre «son» Canadien.

«Hier, six secteurs étaient en baisse à Toronto, mais l'indice a tout de même terminé la journée en hausse en raison du rendement de quelques titres, dit-il. Ça illustre bien les dangers de la Bourse de Toronto. Tant mieux pour ceux qui ont fait de

l'argent hier, mais la Bourse de Toronto est devenue un indice surconcentré.»

Si seulement la Bourse de Toronto n'était qu'un marché boursier trop concentré. L'ennui, c'est qu'elle est concentrée dans deux secteurs très volatils - l'énergie et les ressources naturelles. «À eux seuls, ils représentent maintenant la moitié de l'indice du TSX, dit Luc Girard, directeur du groupe-conseil en portefeuille chez Valeurs mobilières Desjardins. C'est beaucoup, même si c'est un peu normal car nous sommes un pays de ressources naturelles.»

La Bourse de Toronto est tellement dépendante du secteur de l'énergie que, certains jours, Vincent Delisle a l'impression de suivre une courbe du cours du pétrole plutôt que celle d'un indice boursier. «Au contraire de l'indice américain Standard & Poor's 500, qui est un excellent baromètre des marchés boursiers, la Bourse de Toronto nous indique seulement le prix du pétrole», dit le stratège en chef de Scotia Capitaux.

Un indice de vedettes

En 2008, l'indice torontois est en hausse de 6% malgré

un début d'année difficile. «La Bourse de Toronto a gagné 18% au cours des sept dernières semaines, alors que le rendement annuel moyen est de 6% ou 7%, dit Vincent Delisle. Tout le monde a été surpris par l'intensité du rebond à la mi-mars.»

Son rendement depuis le début de l'année, la Bourse de Toronto le doit surtout à ses quelques titres-vedettes qui tirent l'indice vers le haut. Et qui en mènent un peu trop large au goût de certains investisseurs.

» Voir TSX en page 4

19 JUILLET 2007

La Bourse de Toronto bondit de 1,5% à 14 626 points, un sommet historique, face aux prix records des métaux et aux rumeurs d'une offre pour CP Rail.

16 AOÛT 2007

Le premier chapitre de la crise du crédit secoue les banques canadiennes, alors que le S&P/TSX vient de perdre 2000 points en un mois.

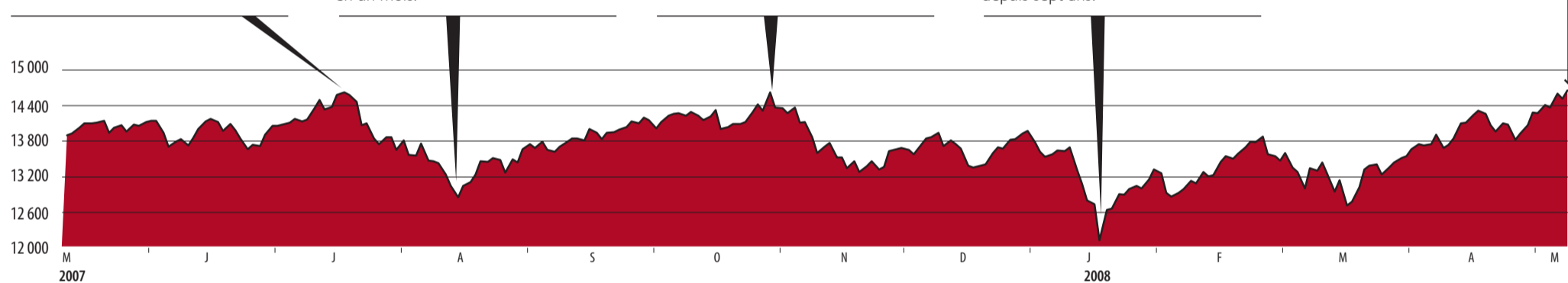
31 OCTOBRE 2007

Les marchés boursiers ont repris confiance après la décision de la Réserve fédérale américaine d'abaisser son taux directeur pour la troisième fois.

21 JANVIER 2008

La crise du crédit sème la panique sur les marchés mondiaux. La Bourse de Toronto enregistre un plongeon de 4,75% en une séance, sa pire perte depuis sept ans.

S&P/TSX
Fermeture hier **14 666,07 pts**
En hausse **144,88 pts**
Variation **+1%**



LE BLACKBERRY NOUVEAU S'EN VIENT

Le nouvel appareil plus rapide, qui vise à concurrencer le prochain iPhone, d'Apple, a suscité l'enthousiasme des investisseurs hier.



PAGE 7

CLAUDE PICHER

L'ENFER DE LA BUREAUCRATIE FISCALE

PAGE 5

LA FINANCE EST HOCKEY

Les banques prennent de plus en plus de place dans le secteur des «droits d'appellation» des infrastructures sportives. Dans la LNH, le tiers des arénas portent le nom d'une entreprise financière.

PAGE 8

PHOTO REUTERS



PAPIER COMMERCIAL

La Nationale ciblée par des réclamations de 1,6 milliard

MARTIN VALLIÈRES

La Banque Nationale fait face à plus de 1,6 milliard de dollars en réclamations possibles de ses clients du papier commercial, si le plan de sauvetage de ce marché

particulier des banques et leurs filiales boursières, ainsi que des courtiers.

Cette immunité est contestée par des entreprises et des investisseurs qui ont des millions en liquidités figés dans le PCAA.

PCAA), mais aussi les banques CIBC, Scotia, Royale et d'autres», a-t-il ajouté.

Il y a deux semaines, les entreprises récalcitrantes ont obtenu la permission du juge ontarien Colin Campbell de lui soumettre une évaluation de leurs «réclamations potentielles».

Or, cette liste préliminaire compilée par le contrôleur comptable de la restructuration, la firme Ernst & Young, révèle un scénario qui serait particulièrement lourd pour la Banque Nationale et sa filiale boursière, la Financière Banque Nationale.

Parmi la soixantaine d'entreprises et d'investisseurs qui ont signifié leurs «réclamations potentielles», plus de la moitié ciblent la Nationale et sa filiale boursière.

» Voir NATIONALE en page 4

Parmi la soixantaine d'entreprises et d'investisseurs qui ont signifié leurs «réclamations potentielles», plus de la moitié ciblent la Nationale et sa filiale boursière.

de 32 milliards achoppe après huit mois de tractations.

C'est ce qui se dégage de documents déposés devant le juge torontois qui délibère ces jours-ci à propos de l'approbation finale du plan de restructuration du PCAA non bancaire.

Un élément crucial de ce plan est l'immunité de poursuites prévue pour les principaux intervenants du PCAA vicié, en

Mais à la Banque Nationale, hier, on critiquait les motifs derrière cette contestation.

«Ces entreprises veulent bénéficier du plan de restructuration sans renoncer à des poursuites possibles contre les parties. Pour cela, elles profèrent les pires allégations», selon Denis Dubé, porte-parole de la Banque Nationale

«Il n'y a pas que nous (dans le



Rendez-vous aux Jardins

Nommés à juste titre la plus belle terrasse de Montréal, les Jardins de l'hôtel Saint-Sulpice se révèlent le nouveau lieu de rendez-vous privilégié des gens d'affaires. Cuisine festive et inspirée, service discret et attentionné, décor luxuriant et ambiance décontractée, profitez de la belle saison pour donner à vos relations d'affaires une nouvelle poussée de croissance...

Petits-déjeuners d'affaires dès 7 h 30
Table d'hôte du midi

414, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal
Réservations: 514.350.1155

Terrasse couverte et chauffée / service de voiturier

LE SAINT-SULPICE
HÔTEL - RESTAURANT

DEUX PROVINCES DEUX RÉALITÉS

LE QUÉBEC RATTRAPE PEU À PEU L'ONTARIO

L'écart entre les taux de chômage des deux provinces est le plus faible depuis 60 ans



FRANCIS VAILLÈS

GM, 1400 licenciements. ClosetMaid, 500. Quebecor World, 320. Semaine après semaine, les mauvaises nouvelles s'accumulent en Ontario, frappé par la restructuration de l'économie.

Pendant ce temps, au Québec, on annonce un investissement de 5,5 milliards de dollars dans l'énergie éolienne et la firme américaine Morgan Stanley prévoit le maintien ou la création de 500 emplois informatiques à Montréal.

Le cauchemar en Ontario, l'euphorie au Québec? Pas si vite, disent les économistes: les deux provinces sont durement frappées par la concurrence asiatique, la hausse du dollar et la récession américaine.

Chômage, investissements et revenu disponible par habitant indiquent un rétrécissement de l'écart avec l'Ontario. Certes, la province demeure plus riche. Néanmoins, le Québec a comblé une partie du fossé.

N'empêche, ce parallèle entre les récentes nouvelles des deux économies est à l'image d'un certain rattrapage du Québec sur l'Ontario au cours des années 2000, a pu constater *La Presse Affaires*.

La plupart des indicateurs pointent dans le même sens. Chômage, investissements et revenu disponible par habitant indiquent un rétrécissement de l'écart avec l'Ontario. Certes, la province voisine demeure plus riche et conserve une situation enviable. Néanmoins, le Québec a comblé une partie du fossé qui le sépare de l'Ontario depuis quelques années.

En 1987, par exemple, le taux de chômage était de 10,2% au Québec, soit quatre points de pourcentage de plus qu'en Ontario. Vingt ans plus tard, la proportion de chômeurs n'est plus que de 7,2% au Québec et l'écart avec l'Ontario est de moins d'un point de pourcentage.

En fait, à 0,8 point de pourcentage en 2007, l'écart du taux de chômage entre les deux provinces est le plus faible depuis 60 ans. En 1948, après la Deuxième Guerre mondiale, le taux de chômage était officiellement de 2,5% au Québec et de 1,7% en Ontario (voir tableaux).

Autre donnée fondamentale: les investissements. Au cours des années 2000, le Québec a vu le niveau de ses investissements croître de 60%, contre 48% en Ontario.

Pour les sceptiques, le revenu personnel disponible par habitant, soit le revenu global des particuliers après impôt, vient confirmer la tendance. Depuis huit ans, ce revenu par habitant a crû de 20,2% au Québec, contre 13,6% en Ontario.

Le haard fait plus mal

Différentes raisons peuvent expliquer ce rattrapage du Québec. D'abord, l'Ontario est davantage frappé par la hausse du dollar canadien depuis cinq

qui cause des problèmes à l'Ontario», dit M. Durocher.

En comparaison, le secteur prépondérant du Québec, l'aérospatial, représente environ 10% du secteur manufacturier et se porte beaucoup mieux, avec les Bombardier, Pratt & Whitney, Bell Helicopter et CAE.

Autre élément: le Québec a assaini ses finances publiques au cours des dernières années et amélioré ses relations de travail. La hausse progressive des transferts fédéraux n'a également pas nui, de même que la baisse des impôts.

Le Québec a aussi été sensible aux préoccupations fiscales des entreprises. Contrairement à l'Ontario, par exemple, le Québec a transformé sa taxe de vente en une taxe sur la valeur ajoutée dès 1992, harmonisant ainsi sa taxation avec la TPS du fédéral.

En Ontario, l'ancienne taxe de vente, encore en vigueur, augmente le coût des entreprises et diminue leur compétitivité. Au ministère fédéral des Finances, on estime d'ailleurs que le taux d'imposition marginal des entreprises sur les investissements sera bientôt de 30,6% en Ontario, contre 18,9% au Québec.

Quoi qu'il en soit, l'Ontario recule par rapport à la moyenne canadienne. À tel point que la province risque de bénéficier des paiements de péréquation du fédéral pour la première fois depuis 30 ans, selon une récente analyse du Groupe financier TD.

Pascal Gauthier, économiste à la Banque TD, à Toronto, constate aussi ce rattrapage, mais n'y voit qu'un prix de consolation pour le Québec. «Ce ne sont pas deux économies en forte croissance, dit-il. Il ne faut pas se complaire dans ce rattrapage puisque l'Ontario souffre actuellement», dit M. Gauthier.

En comparaison, l'économie de l'Ouest canadien est en feu. Alimentée par le boom pétrolier, la région a vu ses investissements croître de presque 120% depuis 1999, pour atteindre 142 milliards de dollars. Au surplus, le revenu personnel disponible par habitant dans l'Ouest a crû de 28% durant les années 2000 et la province de l'Alberta a complètement remboursé sa dette.

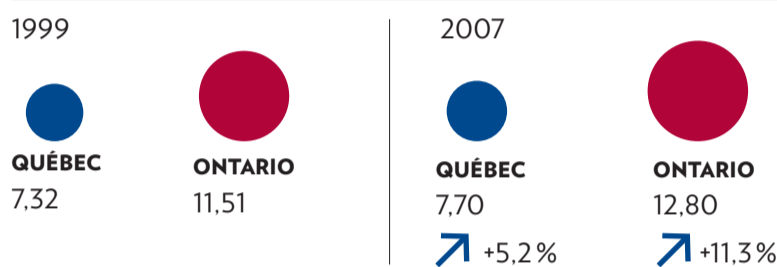
REVENU PERSONNEL DISPONIBLE PAR HABITANT

(EN DOLLARS DE 2002)	QUÉBEC	ONTARIO	MARITIMES	QUEST
1999	18 880\$	22 476\$	18 330\$	20 777\$
2007	22 685\$	25 535\$	21 793\$	26 582\$

Variation **↑**+20,2% **↑**+13,6% **↑**+18,9% **↑**+27,9%

Source: Institut de la statistique du Québec, données mises à jour le 2 mai 2008

POPULATION (EN MILLIONS)



IMPÔT DES PARTICULIERS: CHARGE FISCALE NETTE (1)

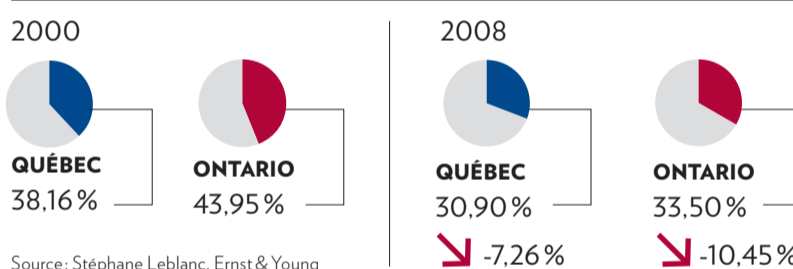
(POUR 167% DU SALAIRE MOYEN)

	2 ENFANTS, 2 REVENUS		CÉLIBITAIRE	
	QUÉBEC	ONTARIO	QUÉBEC	ONTARIO
2000	23,8%	22,0%	36,4%	29,6%
2006	18,7%	20,8%	32,3%	27,4%
Variation	↓ -5,1%	↓ -1,2%	↓ -4,1%	↓ -2,2%

1- Il s'agit de la charge fiscale pour un revenu équivalant à 167% du revenu moyen de chaque province, soit un revenu en 2006 de 62 590\$ au Québec et de 69 525\$ en Ontario.

Source: Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke

IMPÔT SUR LE REVENU DES ENTREPRISES



Source: Stéphane Leblanc, Ernst & Young

MISES EN CHANTIER

	QUÉBEC	ONTARIO	PROPORTION QUÉBEC/ONTARIO
1999	25 742	67 235	38%
2001	27 682	73 282	38%
2003	50 289	85 180	59%
2005	50 910	78 795	65%
2007	48 553	68 123	71%

Source: Institut de la statistique du Québec et *La Presse*

LE MOUVEMENT DESJARDINS PRÉVOIT UNE RÉCESSION POUR UNE SEULE PROVINCE EN 2008, **L'ONTARIO.**



DEUX PROVINCES DEUX RÉALITÉS

AUTO LE PRIX DE L'ESSENCE NUIRA À L'ONTARIO

FRANCIS VAILLES

Le Québec continuera-t-il à rattraper l'Ontario au cours des prochaines années ou doit-on s'attendre à un revirement de situation? Les avis divergent à ce sujet, mais à long terme, l'économie ontarienne paraît mieux équipée pour faire face aux nouveaux défis.

L'économiste Benoît P. Durocher, du Mouvement Desjardins, est de ceux qui croient que l'écart Québec-Ontario va continuer de s'amenuiser au cours des deux prochaines années. En Ontario, rappelle-t-il, 78% de la production automobile vient des trois grands constructeurs américains que sont GM, Ford et Chrysler. Or, ces derniers peinent à se sortir du bourbier, accumulant déficit sur déficit depuis quelques années.

À cet égard, les usines canadiennes sont particulièrement défavorisées par la hausse du dollar canadien. Depuis cinq ans, leurs coûts de main-d'œuvre ont suivi la hausse du dollar canadien et rendu douloureuses les comparaisons avec les usines américaines.

Le syndicat de l'automobile doit d'ailleurs faire des concessions importantes pour sauver les meubles. Avec Ford, les travailleurs viennent d'accepter un gel des salaires de trois ans et l'abandon de l'équivalent de cinq jours de congé. De son côté, GM demande de réduire de 77\$ à 47\$ de l'heure les dépenses en salaires et avantages sociaux.

À cela s'ajoute la hausse marquée du prix de l'essence. Les usines canadiennes construisent principalement des voitures gourmandes en essence, telles les Dodge Magnum ou Ford Crown Victoria. Devant la hausse du prix de l'essence, les consommateurs risquent de plus en plus de bouder ces gros modèles, au détriment de l'économie ontarienne.

«Les problèmes du secteur automobile sont structurels et non conjoncturels. Les changements seront donc plus longs. L'Ontario est condamné à tirer la patte encore quelques années», croit Benoît Durocher, à Montréal.

Le Mouvement Desjardins prévoit d'ailleurs une récession pour une seule province en 2008, l'Ontario.

Le Québec vieillit

L'économiste Marie-Christine Bernard, du Conference Board, à Ottawa, ne partage pas cet avis. Elle croit que l'économie ontarienne se rétablira en 2009 dès que l'économie américaine sortira de la récession.

À moyen terme, dit-elle, le potentiel de croissance économique de l'Ontario est de 2,8% par année, contre 2,5% au Québec, en raison de la diversité de la main-d'œuvre, des gains de productivité plus importants, mais surtout, d'une démographie favorable.

Le vieillissement de la population est moins marqué en Ontario, fait-elle valoir, et la province accueille la moitié de tous les immigrants au Canada, soit beaucoup plus qu'au Québec. Tôt ou tard, ces immigrants forment de nouveaux ménages, ce qui contribue à la construction de nouvelles maisons et à l'activité économique. «Je ne pense pas que le Québec va combler l'écart étant donné la démographie», dit M^{me} Bernard.

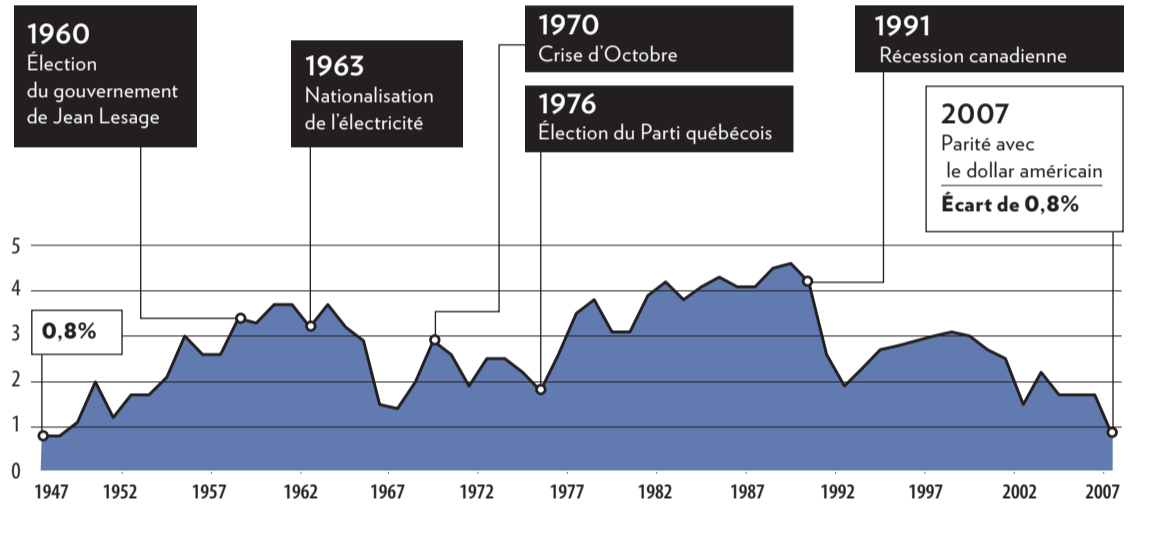
À cela s'ajoute l'endettement public. Au Québec, la dette par habitant a atteint 13 549\$ en 2007, le niveau le plus élevé des quatre régions canadiennes. Les énormes frais d'intérêt à payer sur cette dette grugent les dépenses du Québec. En comparaison, l'Ontario a une dette par habitant de 8880\$, un niveau qui recule depuis quelques années, selon Statistique Canada.

TAUX DE CHÔMAGE DEPUIS 60 ANS

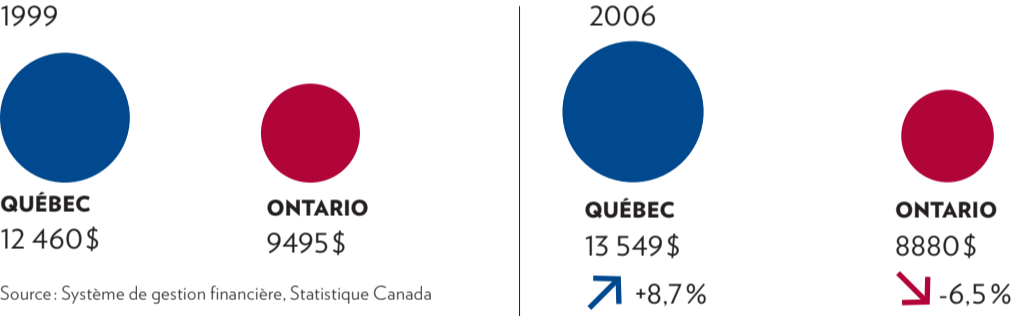
	1947	1957	1967	1977	1987	1997	2002	2007
QUÉBEC	2,5%	6,0%	4,6%	10,4%	10,2%	11,4%	8,6%	7,2%
ONTARIO	1,7%	3,4%	3,2%	6,9%	6,1%	8,4%	7,1%	6,4%
ÉCART	0,8%	2,6%	1,4%	3,5%	4,1%	3,0%	1,5%	0,8%

Source: Statistique Canada

ÉCART DE TAUX DE CHÔMAGE QUÉBEC-ONTARIO



DETTE PROVINCIALE NETTE PAR HABITANT



Source: Système de gestion financière, Statistique Canada

INVESTISSEMENTS (1)

(EN MILLIARDS DE DOLLARS)

	QUÉBEC	ONTARIO	MARITIMES	OUEST
1999	13,4	69,6	35,3	65,1
2007	17,2	103,1	56,4	142,4
Variation	↗ +28,4%	↗ +48,1%	↗ +59,8%	↗ +118,7%

1- Il s'agit de l'ensemble des investissements, publics et privés. Au Québec, les investissements publics représentent le quart des investissements totaux. Hydro-Québec est inclus dans ces investissements publics et en représente environ le quart.

Source: Institut de la statistique du Québec

GM FERME À WINDSOR 1400 EMPLOIS TOUCHÉS

La filiale canadienne du constructeur automobile américain GM a annoncé hier la fermeture à la mi-2010 de son usine de transmissions de Windsor, en Ontario, qui emploie 1400 personnes.

L'usine de Windsor fabrique des transmissions à quatre vitesses pour les marchés américain et mexicain.

GM Canada précise dans un com-

muniqué que l'usine de Windsor emploie actuellement environ 1400 personnes et qu'elle fera son possible pour faciliter une «transition» pour ses employés après la fin de la production, prévue pendant le second trimestre 2010.

GM avait annoncé fin avril la suppression d'une équipe de travail à son usine de camions d'Oshawa, également

située en Ontario, à compter du mois de septembre, entraînant la perte de 900 à 1000 emplois, selon le Syndicat des travailleurs canadiens de l'automobile (TAC).

L'annonce d'hier intervient alors que le syndicat et GM doivent entreprendre sous peu des négociations pour le renouvellement du contrat de travail. — AFP



LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

PREVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action M: million G: milliard

AUJOURD'HUI
Ventes au détail (États-Unis)
avril: **0,2%**
mars: **0,1%**

Cameco BPA 1T: **41c**

Rona BPA 1T: **6c**

Wal-Mart BPA 1T: **75cUS**

DEMAIN
Indice des prix à la consommation (États-Unis)
avril: **0,3%**
mars: **0,3%**

CAE BPA 4T: **17c**

JEUDI 15 MAI
Ventes des manufacturiers (Canada)
mars: **-0,5%**
février: **1,6%**

Hewlett-Packard BPA 2T: **84cUS**

JCPenney BPA 1T: **49cUS**

VENDREDI 16 MAI
Ventes de véhicules automobiles neufs (Canada)
mars: **0,1%**
février: **-3,2%**

Mises en chantier (É.-U.)
avril: **940 000 unités**
mars: **947 000 unités**

LUNDI 19 MAI
Marchés canadiens fermés (fête de la Reine et journée nationale des Patriotes)

Campbell Soup BPA 3T: **44cUS**

Lowe's BPA 1T: **40cUS**

MARDI 20 MAI
Commerce de gros (Canada)
mars: **0,8%**
février: **-1,8%**

Home Depot BPA 1T: **37cUS**

Staples BPA 1T: **30cUS**

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

	2	8	1					
	7		2			9		
			9			6		1
			6	1	8			
1			4				3	
	6	4		7	2		9	
	5		3		9		4	
			4					
7								8

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

3	4	1	8	6	2	7	5	9
5	9	2	4	7	3	8	6	1
6	7	8	9	5	1	4	2	3
7	2	4	3	1	5	9	8	6
9	1	3	6	4	8	2	7	5
8	6	5	7	2	9	3	1	4
4	8	7	5	9	6	1	3	2
2	3	6	1	8	4	5	9	7
1	5	9	2	3	7	6	4	8

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Niveau de difficulté : MOYEN

1009

Par Fabien Savary 1008

La Nationale ciblée par des réclamations de 1,6 milliard

NATIONALE

suite de la page 1

Cette énumération totalise 1,68 milliard, dont 58 millions pour les seuls frais juridiques et la perte de revenus d'intérêt depuis le début de la crise du PCAA, en août dernier.

Parmi les « demandeurs potentiels » qui s'identifient dans la liste soumise au juge ontarien, on remarque des noms importants du milieu des affaires québécois. Entre autres: la société papetière Domtar, qui pourrait réclamer 375 millions en placements viciés et en frais à la Banque Nationale, le voyageur Transat AT, avec 152 millions, et le détaillant Jean Coutu, pour 37,7 millions.

Aussi, deux sociétés de transports de la région de Montréal (ADM-Aéroports et l'Agence métropolitaine) pourraient réclamer en tout 109 millions à la Nationale.

La liste soumise au juge comprend aussi un groupe d'entreprises pétrolières de l'Alberta – petites et moyennes – qui pourrait réclamer plus de 95 millions.

En cour, la Nationale a déjà soumis une réplique sommaire dans laquelle elle avertit le juge de ses propres « recours potentiels » contre d'autres intervenants du PCAA vicié.

Entre autres, la banque pourrait cibler l'agence de crédit DBRS, les fournisseurs de PCAA non bancaire et leurs principaux partenaires financiers.

De plus, la Nationale pourrait déposer des « contre-réclamations » envers ses clients qui lui réclament des réparations pour leurs pertes en PCAA, en invoquant leur « manque d'attention » à propos de leurs investissements.

Par ailleurs, ces arguments de la banque montrent l'am-

pleur de l'imbroglie juridique et financier qui surviendrait en cas d'abrogation de l'immunité de poursuites et d'échec du plan Crawford.

Les délibérations cruciales à ce propos se poursuivent aujourd'hui devant le juge Campbell, de la Cour supérieure de l'Ontario, à Toronto.

L'immunité de poursuites

Hier, les avocats des membres du comité Crawford et des financiers de la restructuration ont soutenu que l'immunité de poursuites est « indispensable » au plan de sauvetage.

« Ce plan n'est pas modifiable. Sans l'immunité, il n'y aurait plus d'appui financier au plan de restructuration. Et l'échec de ce plan condamnerait tous les intervenants à un enfer de poursuites », a soutenu l'avocat Benjamin Zarnett.

Rappelons que la Banque Nationale est l'un des principaux membres et instigateurs du comité Crawford, avec la Caisse de dépôt et Desjardins.

La Nationale a décidé de jouer ce rôle parce qu'elle était l'une des principales institutions de vente de PCAA non bancaire dans le milieu d'affaires au Québec.

Et parmi sa clientèle de particuliers investisseurs, la Nationale a aussi repris à son propre bilan pour 2 milliards en PCAA vicié.

N'empêche, toute cette affaire demeure une hantise financière et juridique pour la Nationale, d'où son intérêt à voir aboutir le plan Crawford.

Ce plan, faut-il rappeler, mise sur la conversion des 32 milliards de PCAA non bancaires figés – des titres à très court terme à l'origine – en de nouveaux billets négociables mais à échéance allongée sur sept à neuf ans.

– Avec Bloomberg

Hewlett-Packard reluque EDS

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le groupe informatique américain Hewlett-Packard (HP) est en discussions avec la société américaine de services informatiques EDS en vue d'un rapprochement, ont-ils annoncé hier, confirmant des informations parues peu avant dans la presse.

« HP est engagé dans des discussions avec EDS en vue d'une possible combinaison impliquant les deux entreprises », a-t-il indiqué dans un communiqué.

« Il n'y a aucune garantie à ce stade qu'un accord puisse être conclu ni qu'une transaction ait lieu », a toutefois averti HP, ajoutant que le groupe ne ferait « pas de commentaires supplémentaires » sur le

sujet « d'ici à ce qu'un accord soit conclu ou que les discussions soient terminées ».

De son côté, EDS a également confirmé la tenue de discussions avec HP « sur un possible rapprochement », tout en restant prudent lui aussi sur l'issue de ces négociations, selon un communiqué.

Le Wall Street Journal avait précédemment affirmé, hier, qu'un accord de rachat d'EDS par HP, pour 12 ou 13 milliards US, était imminent et pourrait être annoncé d'ici demain (aujourd'hui).

À ce stade des discussions, les termes de l'accord ne seraient pas encore totalement clairs, selon les sources citées par le quotidien.

Le montant avancé par le Wall Street Journal représente une prime

comprise entre 26,3% et 36,8% par rapport à la capitalisation boursière de 9,5 milliards US d'EDS avant cette annonce, vendredi soir à New York. L'information a dopé le cours d'EDS à la Bourse de New York en séance (+27,9%, à 24,13\$US), avant que l'action ne soit suspendue. Le titre de Hewlett-Packard a pour sa part cédé 5,1%, à 46,65\$US.

Si l'opération aboutit, il s'agirait de la plus grosse acquisition réalisée par Hewlett-Packard depuis son rachat de Compaq, pour 20 milliards US en 2002. Cette opération a depuis été considérée comme un semi-échec. Le manque de résultats de l'ensemble combiné a même conduit au limogeage de l'ancienne PDG du groupe, Carly Fiorina, en février 2005.

Pratt & Whitney propulsera le Learjet

LA PRESSE CANADIENNE

Bombardier a annoncé hier que son nouveau jet d'affaires Learjet 85 serait propulsé par un moteur de Pratt & Whitney Canada.

Le Learjet 85, un biracteur construit entièrement de matériaux composites, sera mû par des réacteurs PW307B, dernier-né de la famille de turbosoufflantes PW300.

Le moteur de 6100 livres de poussée au décollage sera construit aux installations de la société Pratt & Whitney à Longueuil, au sud de Montréal.

Le TSX à un nouveau sommet

TSX

suite de la page 1

À Toronto, les 10 titres les plus imposants de l'indice de référence représentent 37% de sa valeur boursière. À titre de comparaison, le top 10 du S&P 500 ne représente que 19% de sa valeur boursière. « Après six ans de bull market, la Bourse de Toronto est devenue un indice composé essentiellement de quelques grands noms qui profitent de

la mondialisation », dit Vincent Delisle.

La Bourse de Toronto doit ainsi son nouveau sommet à EnCana et Research In Motion (RIM), deux titres qui sont responsables de plus de la moitié de la hausse de 1% enregistrée hier dans la Ville reine.

Au lendemain de l'annonce de sa scission en deux sociétés énergétiques – l'une consacrée au gaz naturel, l'autre aux sables bitumineux –, EnCana a vu son titre

s'apprécier de 6,6% en une seule journée. Quant à RIM, son niveau BlackBerry Bold – sa contre-attaque au iPhone d'Apple qui sera disponible au Canada l'été prochain – a plu aux investisseurs. Hier, le titre de RIM s'est apprécié de 6,7%.

Aux États-Unis, les principaux indices boursiers ont tous terminé la journée en hausse, sans toutefois battre de records. L'indice industriel Dow Jones s'est apprécié de 1,02%, le NASDAQ de 1,76% et le S&P 500 de 1,10%.

AFFAIRES 700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

MARKETING
Je cherche quelqu'un qui souhaite se familiariser avec mon Entreprise. Doit posséder des qualités de chef et souhaiter vivement réussir.
Appeler Mme Poissant au 514-827-4471 ou 450-688-4443 poste 103.

715 FINANCEMENT

1ière et 2e hypothèque Commercial - Industriel - Bloc appartements - terrain
Engagement le même jour
ACE MORTGAGE CORP 514-731-8585
Depuis (1964) agent protégé

AVIS 800

801 AVIS LÉGAUX

Notification d'Assemblée Annuelle et Extraordinaire
Sierra Minerals Inc.
Le 10 Juin 2008, 9h00
1155 rue University, Bureau 1216
Montréal, Québec

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie "CLINIQUE ST-LOUIS MÉDIC INC." demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Me Madeleine Langlois

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie SOCIÉTÉ DES SALONS DE JEUX DU QUÉBEC INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Lynne Roiter

AVIS 800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie 9062-6318 QUÉBEC INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Ce 6 mai 2008.
RICHARD DUMAS, président


AVIS est par les présentes donné que la compagnie «9080-8452 QUÉBEC INC.», compagnie constituée en vertu de la Partie IA de la Loi sur les compagnies (Québec), ayant son siège social situé au 600, rue De La Gauchetière Ouest, 4e étage, à Montréal province de Québec, demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre, en vertu des dispositions de l'article 28 de la Loi sur les compagnies (Québec).
Montréal, ce 5 mai 2008

PRENEZ AVIS que FRANÇOIS MASSIE dont l'adresse du domicile est le 126-459 St-Paul est, Montréal, Qc H2Y 1H5, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de FRANÇOISE MASSIE.
François Massie, Montréal, le 9 avril 2008

PRENEZ AVIS que la compagnie 2322-3944 QUÉBEC INC. demandera au registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Le siège social de la compagnie est situé à Montréal.
Montréal, ce 8ième jour du mois de mai 2008.
BOIVIN DESBIENS SENÉCAL

PRENEZ AVIS que la compagnie « DMARCHI INC. » demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Montréal, ce 12e jour de mai 2008
Jean-Claude Desjardins
Président

AVIS DE NOMINATION



MONSIEUR LEO D'ADDARIO

Le président et chef de la direction, M. Julien Rémillard, est fier d'annoncer la nomination de M. Leo D'Addario, au poste de vice-président et chef de l'exploitation des sociétés RCI ENVIRONNEMENT Inc. et RCM ENVIRONNEMENT Inc.

Dans ses nouvelles fonctions, M. D'Addario s'assurera de l'atteinte des objectifs de croissance et de la réalisation des plans d'affaires des entreprises du groupe. Sa grande expérience de l'industrie constitue également un atout incontestable pour l'avancement des programmes de recherche et développement en cours chez RCI et RCM.

Comptant plus de vingt années d'expérience dans le domaine de la gestion des matières résiduelles, M. D'Addario a débuté sa carrière chez WMI Waste Management of Canada. Il y occupait le poste de directeur général pour les opérations du grand Montréal au moment de l'acquisition de la société par RCI ENVIRONNEMENT Inc. M. D'Addario a alors assuré une transition harmonieuse avant d'occuper avec succès les fonctions de directeur général au sein de la nouvelle entité.

Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, M. D'Addario contribuera, grâce à sa polyvalence, à son expérience et à sa connaissance de l'industrie, à la poursuite de l'innovation, de l'excellence et du succès qui anime les artisans de RCI ENVIRONNEMENT Inc.

RCI ENVIRONNEMENT, chef de file dans la gestion des matières résiduelles, aide les entreprises et institutions à implanter des solutions environnementales d'avant-garde. Elle met son savoir-faire au service de 1,2 millions de clients du secteur résidentiel et de plus de 20 000 clients des secteurs industriel, commercial et institutionnel, toujours dans une perspective de développement durable.

RCI ENVIRONNEMENT
GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES
BIEN GÉRER AUJOURD'HUI POUR MIEUX VIVRE DEMAIN




Ginette Richard

METRO Inc. annonce la nomination de M^{me} Ginette Richard au poste de vice-présidente, Services alimentaires.

À ce titre, M^{me} Richard sera responsable des activités de Distagro, la division des Services alimentaires de METRO Inc. Il s'agit du plus important distributeur de chaînes de restaurants, de pétrolières et de dépanneurs du Québec.

M^{me} Richard qui était, depuis novembre 2006, directrice générale exécutive, Services alimentaires, s'est jointe à METRO en 1998 et a occupé plusieurs postes de direction au sein de différentes divisions de l'entreprise.

M^{me} Richard détient un baccalauréat en administration de l'École des hautes études commerciales de Montréal et est membre de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

METRO INC.
Avec un chiffre d'affaires annuel de près de 11 milliards de dollars et plus de 65 000 employés, METRO Inc. est un chef de file dans les secteurs alimentaire et pharmaceutique au Québec et en Ontario, où elle exploite un réseau de près de 600 marchés d'alimentation sous les bannières Metro, Metro Plus, Super C, A&P, Dominion, Loeb et Food Basics, de même que plus de 250 pharmacies sous les bannières Brunet, Clinii Plus, The Pharmacy et Drug Basics.

3561015A

L'enfer de la bureaucratie fiscale



CLAUDE PICHER
LA VIE ÉCONOMIQUE

Les entreprises canadiennes peuvent être assujetties à pas moins de 49 taxes et impôts différents. À cela s'ajoutent 18 sortes de cotisations et autres taxes, ainsi qu'une pléthore de dispositions fiscales mises en place par les administrations provinciales. En plus des taxes et impôts que nous venons de voir, une entreprise qui fait affaire partout au Canada doit tenir compte de plus de 200 dispositions fiscales.

Ces chiffres sont extraits d'une étude publiée hier par la société PricewaterhouseCoopers (PwC), effectuée pour le compte du Conseil canadien des chefs d'entreprise, un organisme qui regroupe les dirigeants des plus grandes entreprises canadiennes (1).

Cette avalanche bureaucratique coûte cher.

Les entreprises doivent évidemment affecter des ressources à la production de leurs propres formulaires fiscaux, mais ce n'est pas tout. Elles sont aussi tenues de percevoir un certain nombre de taxes et d'impôts auprès des clients et fournisseurs, et d'effectuer les remises appropriées à l'État. Il en va de même pour les impôts retenus à la source sur les salaires des employés, et des cotisations sociales (assurance emploi, Régie des rentes). Il faut aussi tenir compte des paiements obligatoires à l'État: redevances, permis, droits. Les sommes dépensées pour organiser, calculer, percevoir et verser tout cela sont considérables.

L'enquête de PwC porte sur 39 entreprises, mais pas n'importe lesquelles. La plus petite a un chiffre d'affaires de 500 millions; la plus grande, de 17 milliards. Le

chiffre d'affaires combiné de ces 39 répondants se situe à 187 milliards. Parmi eux, 32 sont inscrits à la Bourse de Toronto, et leur capitalisation boursière totale dépasse les 700 milliards. Chacun des répondants devait remplir un questionnaire détaillé, ce qui a permis aux spécialistes de PwC d'établir des chiffres précis: en moyenne, les entreprises interrogées doivent consacrer 2483 journées de travail de huit heures à la bureaucratie fiscale. En tenant compte des salaires, avantages sociaux, achat d'équipement, bureaux (location, entretien, assurances, etc), tout cela leur coûte en moyenne 2,1 millions par année.

On dira que ce n'est pas beaucoup compte tenu de leur taille (le chiffre d'affaires moyen des répondants est de 4,8 milliards), mais ce n'est pas tout.

L'enquête portait uniquement sur les très grandes entreprises, mais toutes les entreprises, y compris les petites et les moyennes, sont aux prises avec le même problème. Les répondants représentent environ 15% de la taille de l'économie canadienne. L'étude de PwC ne fournit pas de projections à l'échelle nationale, mais on peut raisonnablement supposer, à partir de cet échantillonnage, que l'ensemble des entreprises canadiennes doit consacrer entre 500 et 600 millions en bureaucratie fiscale. Cela commence à faire pas mal, d'autant plus qu'il s'agit d'une dépense particulièrement stérile.

Mais, au fond, n'est-il pas normal que les entreprises consacrent des ressources à produire leurs documents fiscaux et à percevoir

les impôts? N'est-ce pas la même chose partout ailleurs?

Réponse à la première question: oui, c'est tout à fait normal.

Réponse à la deuxième: on en saura beaucoup plus d'ici quelques mois, mais il semble déjà que le Canada se distingue assez nettement par la complexité de son régime fiscal, et les coûts qu'il engendre. J'ai bien écrit «il semble», parce que ce genre de recherche en est encore à ses premiers pas. Ainsi, par son ampleur et sa rigueur, cette enquête est une première au Canada. Elle utilise une méthodologie mise au point par le bureau britannique de PwC qui a entrepris, il y a trois ans, de mesurer le poids de la bureaucratie fiscale. Résultats: comparativement aux 49 taxes et impôts différents qui compliquent la vie des entreprises canadiennes, le Royaume-Uni n'en compte que 22; en outre, les tra-

casseries fiscales des administrations locales y sont pratiquement inexistantes. Comparativement aux Britanniques, les Canadiens sont hors jeu.

Prix de consolation: PwC, qui a des bureaux dans plus de 150 pays, a aussi fait l'exercice pour l'Australie, pour constater que ce pays a un régime fiscal aussi compliqué que le Canada.

Pour l'instant, c'est tout ce qu'on sait, mais la grande question est de savoir comment le Canada se compare à son principal concurrent, les États-Unis. L'enquête américaine est présentement en cours, et ses résultats devraient être publiés d'ici cinq ou six mois. Selon Tom O'Brien, associé principal aux Services fiscaux de PwC et responsable de l'enquête au Canada, il se peut que les résultats américains soient moins encourageants qu'au Royaume-Uni, principalement en

raison de la variété des dispositions fiscales dans les 50 États. En revanche, à tout considérer, le système américain ressortira probablement comme moins complexe qu'au Canada. Nous saurons donc l'automne prochain dans quelle mesure la complexité du régime fiscal canadien nuit à sa compétitivité.

Devant l'intérêt suscité par ce genre de recherche, PwC a aussi entrepris des enquêtes similaires en Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, France, Inde, Irlande, Pays-Bas et Suisse. Au fur et à mesure que les résultats seront publiés, nous pourrons établir des comparaisons internationales de plus en plus complètes.

(1) Pour un accès direct et gratuit au document de 44 pages (en français), taper www.pwc.com/ca/fra/ins-sol/publications/ttcfra0508.pdf



Comparativement aux 49 taxes et impôts différents qui compliquent la vie des entreprises canadiennes, le Royaume-Uni n'en compte que 22.

LE CERCLE CANADIEN MONTREAL THE CANADIAN CLUB

Partenaire principal: Bell

Déjeuner-conférence
Le mercredi 28 mai 2008, 12h à 14h

TransCanada : croissance et création de valeur
L'allocation sera prononcée en anglais

Hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth
Salon Joliette-Duluth

Harold N. Kvisle
Président et chef de la direction TransCanada Corporation inc.

Réservation avant midi, le lundi 26 mai 2008 au : www.canadianclub-montreal.ca

Non-membre	93,13 \$	(taxes incluses)
Table de 8	726,92 \$	(taxes incluses)
Table de 10	908,64 \$	(taxes incluses)

Pour information 514.398.0333

Commanditaires de saison: Financière Sun Life, RBC Groupe Financier

Accueil » S'informer » Nouvelles » Dernière minute

cyberpresse.ca

FAITES SAUTER LA BANQUE



6,99 \$ ou 9,99 \$*

Devenez admissible à des commissions sur actions aussi basses que 6,99 \$



PUISSANTES PLATEFORMES DE NÉGOCIATION

Choisissez parmi 3 plateformes puissantes et des services, dont la Power E*TRADE Pro

OPÉRATIONS GRATUITES

100 OPÉRATIONS GRATUITES¹

Adhérez aujourd'hui et obtenez 100 opérations gratuites¹

E*TRADE CANADA

Le choix quotidien de milliers d'investisseurs.

www.etrade.ca

1-888-769-3723

E*TRADE Canada est un service de Société de valeurs mobilières E*TRADE Canada (courtier à escompte - comptes d'exécution seulement), membre du FCPE. E*TRADE, E*TRADE Canada, le logo de E*TRADE Canada et le logo en astérisque sont des marques de commerce ou des marques déposées de E*TRADE FINANCIAL Corp. ou de ses filiales et sont utilisés avec sa permission. *Sujet à des conditions. Pour des détails, y compris sur l'admissibilité, visitez le www.etrade.ca. Les frais sur les opérations U.S. sont facturés en dollars U.S. Frais de marché et de courtage électronique (ECN) applicables aux opérations effectuées avec la plateforme Power E*TRADE Pro en sus. ¹Sujet à des conditions. Pour des détails, y compris sur l'admissibilité, le dépôt minimum requis et la remise maximale sur commissions, visitez le www.etrade.ca.

LA PRESSE AFFAIRES

Les fonds de travailleurs ont-ils fait leur temps ?

HÉLÈNE BARIL

Le temps est venu pour le gouvernement du Québec d'éliminer les généreux crédits d'impôt consentis aux fonds d'investissements de la FTQ et de la CSN, qui ne répondent ni aux besoins des entreprises en démarrage ni à ceux de l'économie du Québec, selon une étude réalisée par un chercheur de l'Université Laval.

Dans un bilan des activités de ces fonds d'investissement au Canada et au Québec réalisé pour l'Institut économique de Montréal, le professeur Jean-Marc Suret soutient que l'économie québécoise n'a plus besoin de ces fonds parce que le capital de risque abonde. L'Ontario, qui a déjà fait ce constat, abolira les crédits d'impôt aux fonds de travailleurs en 2011. « Les besoins annuels en capital de risque sont de l'ordre de 400 millions au Canada et de 100 millions au Québec. Or, les fonds de la FTQ et de la CSN récoltent 10 fois cette somme par année, soit 1 milliard de dollars », explique-t-il.

Les fonds de travailleurs ont tellement d'argent à investir que le gouvernement a dû leur permettre de mettre leur argent dans

l'immobilier, dans des entreprises à l'étranger et dans des grosses entreprises qui n'ont aucun mal à se financer autrement.

« Quand un gouvernement donne un avantage fiscal, c'est pour régler un problème et le secteur immobilier, les sociétés étrangères et les grosses entreprises n'ont pas de problème de financement », dit le professeur.

« Quand un gouvernement donne un avantage fiscal, c'est pour régler un problème et le secteur immobilier, les sociétés étrangères et les grosses entreprises n'ont pas de problème de financement », dit le professeur Jean-Marc Suret.

Par contre, précise-t-il, le Québec continue de souffrir d'un retard au niveau de la productivité et de la technologie, après 25 ans d'avantages fiscaux consentis aux fonds de travailleurs.

Ces crédits d'impôt coûtent cher. Ils ont déjà privé le Trésor québécois de 2,7 milliards entre 1983 et 2003. Chaque année, le milliard de dollars de nouvelles contributions

coûte entre 300 et 400 millions aux gouvernements. « C'est l'équivalent du budget des universités », calcule Jean-Marc Suret, qui estime que cet argent pourrait être mieux utilisé.

Tant pour le Fonds de solidarité FTQ que pour Fondation, le fonds d'investissement de la CSN, les arguments de Jean-Marc Suret ne sont rien de nouveau. « C'est un plaidoyer qu'on est habitués d'en-

tendre », a commenté Geneviève Morin, directrice des Finances et du développement corporatif à Fondation.

Selon elle, les investissements des fonds de travailleurs sont non seulement utiles, mais ils coûtent aussi moins cher que d'autres mesures fiscales et profitent à plus de contribuables. « L'exemption en gain de capital et le crédit d'impôt

pour dividendes sont deux mesures fiscales qui coûtent plus cher au gouvernement et qui profitent à moins de gens », a-t-elle illustré.

Au Fonds de solidarité FTQ, Mario Tremblay fait valoir qu'à deux reprises, en 2000 et en 2005, une étude indépendante réalisée par Secor a conclu que les crédits d'impôt accordés par les gouvernements sont vite remboursés par les impôts générés par les activités des fonds de travailleurs. « À Ottawa, la période de remboursement est de trois ans et de deux ans à Québec », a-t-il précisé.

Les deux porte-parole font aussi valoir que les fonds ont encouragé beaucoup de travailleurs à épargner en vue de leur retraite, ce qui bénéficiera plus tard à l'État.

Mais pour le professeur Suret, l'État aurait pu encourager l'épargne en prévision de la retraite en canalisant plus d'argent vers les régimes publics, comme la Régie des rentes au Québec, qui obtient de bien meilleurs rendements sur ses fonds. « Le rendement des fonds de travailleurs est inférieur à celui de l'ensemble des indices de références, des fonds de petite

capitalisation et même des bons de Trésor », souligne-t-il.

Le professeur doute qu'un gouvernement minoritaire comme celui de Jean Charest ait le courage de mettre la hache dans un abri fiscal très populaire. « On peut quand même lancer le débat, dit-il. Il faut commencer à poser des questions si on veut des réponses un jour. »

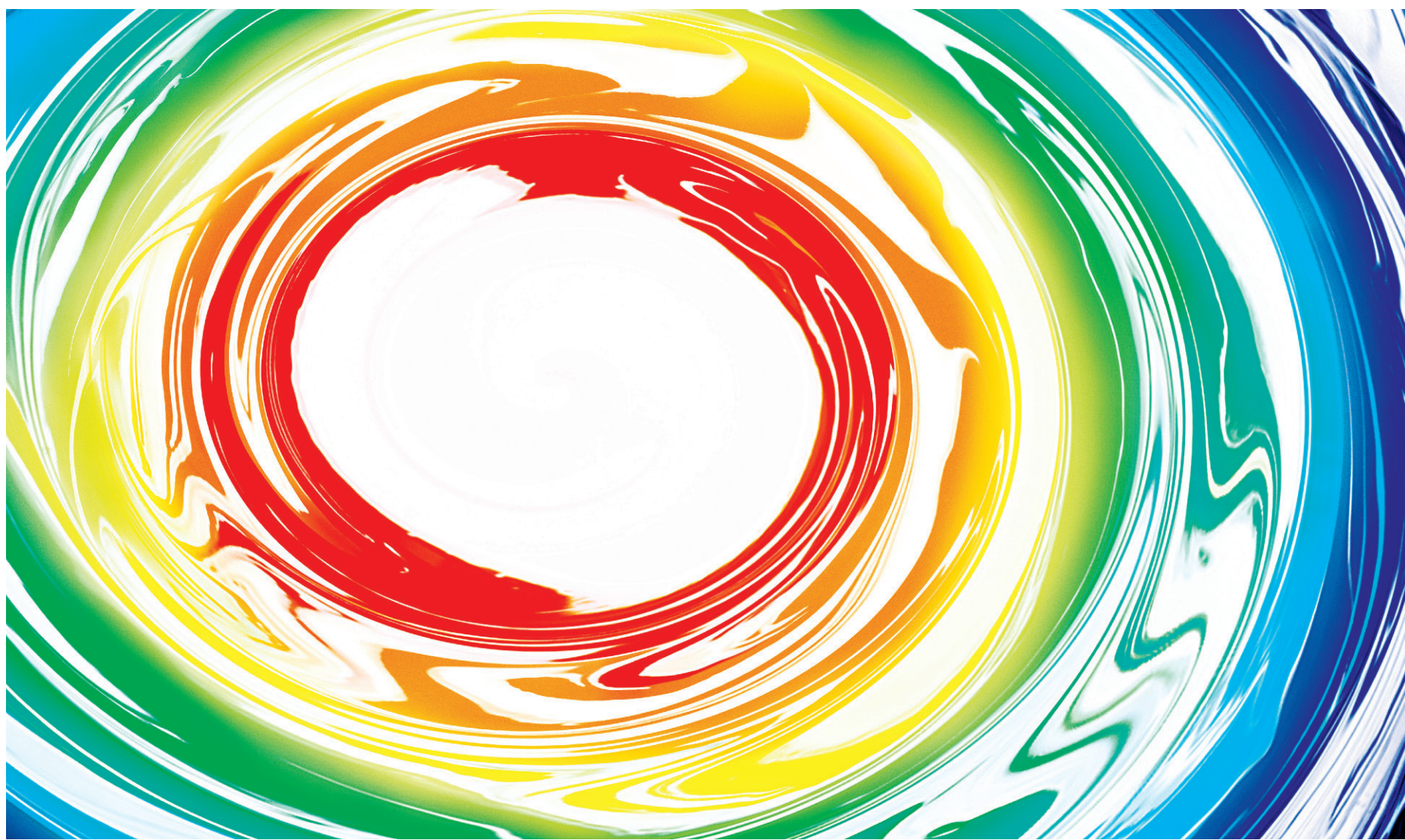
FTQ CONTRE CSN

Fonds de solidarité FTQ

Fondation: 1983
Actif: 7,4 milliards
Valeur de l'action: 25,40 \$
Rendement au 30 novembre 2007: 2,2%
Rendement depuis les débuts: 5%

Fondation CSN

Fondation: 1996
Actif: 554 millions
Valeur de l'action: 10,36 \$
Rendement au 30 novembre 2007: -3,2%
Rendement depuis les débuts: 1,04%



Mélanger les talents

Le nouveau AkzoNobel

Combien de fois avons-nous entendu « c'est impossible », « cela ne marchera jamais », « quelqu'un a déjà essayé » ? Chez le nouveau AkzoNobel, nous pensons que le futur appartient à ceux qui n'ont pas peur de relever les défis. Voilà pourquoi nous aimons développer de nouvelles idées, comme par exemple cet émulsifiant pour enrobés que nous fournissons aux villes asiatiques en pleine expansion, une innovation pour repaver les routes deux fois plus vite. Ou encore ce revêtement aussi lisse que la peau d'une baleine qui permet aux bateaux de faire des économies de carburant – un produit que nous avons créé en repoussant les limites de notre imagination. Voilà le type d'ambition qui nous caractérise et pour lequel nous nous levons chaque jour. Pour relever aujourd'hui les défis de demain.



Pour découvrir toutes nos marques, rendez-vous sur AkzoNobel.com



Un BlackBerry plus rapide pour contrer Apple

BLOOMBERG

Research In Motion vient de lancer un téléphone BlackBerry qui permet de naviguer plus rapidement sur le web et qui possède plus de mémoire pour des chansons et des vidéos, ce qui permet à la société d'annoncer un produit avant qu'un iPhone plus rapide soit sur le marché, peut-être dès le mois prochain, selon des analystes.

Le nouvel appareil, appelé BlackBerry Bold, a un écran plus clair et un meilleur fureteur web que les modèles antérieurs, a indiqué hier au cours d'une entrevue James Balsillie, co-PDG de Research In Motion. Le téléphone, qui comprend une caméra vidéo et une capacité de navigation par satellite, sera mis en vente par AT&T l'été prochain aux États-Unis aux prix de 300 \$US à 400 \$US.

Hier, le titre de Research In Motion a gagné 8,90\$, ou 6,7%, à 142,25\$, à la Bourse de Toronto. L'action d'Apple s'est appréciée de 4,71\$US, à 188,16\$US, au NASDAQ.

Le nouveau produit de Research In Motion laisse

entrevoir une bataille entre Steve Jobs, PDG d'Apple, et M. Balsillie sur le marché des téléphones dits de troisième génération, qui offrent un accès plus rapide à l'internet et des téléchargements de vidéos plus efficaces.

Ces appareils représentent le segment du marché des téléphones présentant l'essor le plus vif, et on prévoit que leurs utilisateurs quadrupleront en nombre à 400 millions au cours des prochaines années, selon des estimations de RBC Marchés des capitaux.

Technologie de réseau

Le BlackBerry Bold, qui sera aussi en vente en Europe et en Asie, sera le premier BlackBerry à faire appel à une technologie de réseau qui présente une transmission de données plus rapide. De son côté, Apple est susceptible de lancer un iPhone plus performant dès le mois prochain, d'après des analystes comme Mike Abramsky, de RBC.

Depuis les débuts de l'iPhone en juin dernier, Apple a ravi la deuxième place sur le marché américain des téléphones dits

intelligents, soit des dispositifs comprenant un ordinateur et des fonctions internet. Le BlackBerry occupe le premier rang.

Pour faire face à la concurrence de l'iPhone, Research In Motion a élargi sa clientèle au-delà de celle des entreprises et proposé au grand public des appareils avec lecteurs de musique et caméra. Le nouveau BlackBerry permettra à ses utilisateurs d'écouter de la musique venant du programme iTunes d'Apple.

Un nouveau fonds

Pour favoriser de nouvelles utilisations du BlackBerry, la société a mis sur pied un fonds de capital d'investissement de 150 millionsUS avec la Banque Royale et Thomson Reuters, a indiqué M. Balsillie. Le fonds investit dans des entreprises qui mettent au point des applications pour téléphones intelligents.

Le BlackBerry Bold a une mémoire d'un gigaoctet, soit davantage que tout modèle antérieur. Les utilisateurs peuvent l'augmenter à 8 gigaoctets avec une carte mémoire. L'iPhone vient en versions de 8 gigaoctets et 16 gigaoctets.



PHOTO RIM. REUTERS

Le nouvel appareil de RIM, appelé BlackBerry Bold, a un écran plus clair et un meilleur fureteur web que les modèles antérieurs. Il sera mis en vente par AT&T l'été prochain aux États-Unis à un prix allant de 300 \$US à 400 \$US.

Les profits pâtissent chez Boralex

LA PRESSE CANADIENNE

Le premier trimestre de 2008 du producteur d'électricité Boralex s'est terminé avec un bénéfice net de 9,2 millions de dollars, ou 25 cents par action, comparativement à 9,8 millions, ou 33 cents par action, lors du premier trimestre de l'an dernier. Le résultat a notamment été affecté par la fluctuation des taux de change et une augmentation des coûts des matières premières dans le secteur des résidus de bois.

L'entreprise québécoise a tout de même enregistré une croissance de 8% de ses ventes d'énergie pour les porter à 55 millions.

Au premier trimestre de 2007, les ventes se situaient à 50,8 millions. Boralex dit avoir profité d'une augmentation du volume de production d'électricité et des revenus de la vente de certificats d'énergie renouvelable.

Merci à l'éolien

Le secteur éolien a profité de la mise en service de la ferme de la Citadelle et de l'accroissement de la production des sites existants.

Quant aux centrales hydroélectriques, elles ont profité de meilleures conditions hydrologiques que l'année précédente. Le secteur des résidus de bois a subi une hausse du coût des matières premières. Et le secteur du gaz naturel a profité des augmentations de prix de vente de l'électricité et de la vapeur.

Le président et chef de la direction, Patrick Lemaire, se réjouit notamment de l'octroi des projets éoliens sur la terre de la Seigneurie de Beaupré d'une puissance installée totale de 272 MW.

Selon lui, cette grande nouvelle permet à Boralex de franchir un grand pas vers l'atteinte de l'objectif de réunir d'ici cinq ans une puissance installée sous contrat de 1000 MW.

Hier, à la Bourse de Toronto, l'action de Boralex a reculé de 16 cents, à 17\$.

Plus de liquidités, à portée de la main.



Financement de votre chaîne d'approvisionnement

– Gestion des comptes clients canadiens et étrangers

Nous achetons vos comptes clients et vous améliorez vos liquidités.

– Financement des comptes fournisseurs

Nous payons vos comptes fournisseurs et prolongeons vos termes de paiement.

1 877 394-6611
bnc.ca/international

BANQUE NATIONALE

Certaines conditions s'appliquent. Sous réserve de l'approbation de crédit de la Banque Nationale.



Tous les jours dans
LA PRESSE

LA PRESSE AFFAIRES

LA FINANCE EST HOCKEY...

Le tiers des arénas de la LNH nommés d'après une entreprise financière

HUGO FONTAINE

Dans la finale de l'Association des équipes de hockey de la Ligue nationale de hockey, les Penguins et les Flyers s'affrontent successivement au Mellon Arena et au Wachovia Center.

Deux arénas, deux noms associés aux banques et aux services financiers.

Alors que de moins en moins d'arénas ou stades d'équipes professionnelles conservent des noms traditionnels, les firmes financières et les banques prennent de plus en plus de place dans le secteur des « droits d'appellation » des infrastructures sportives.

Et ce n'est nulle part plus vrai que dans la LNH. *La Presse Affaires* a fait le décompte: les entreprises financières ont acheté le nom de 11 amphithéâtres de la Ligue. Parmi elles, on compte huit banques, dont Wachovia, Mellon, la Banque Scotia (Ottawa), TD Banknorth (Boston) et RBC (Raleigh).

Dans la Ligue majeure de base-

ball, 7 des 30 stades portent le nom d'une entreprise du secteur des finances. Ce n'est le cas que de cinq amphithéâtres dans l'Association nationale de basketball, et de quatre stades dans la Ligue nationale de football.

Le Bonham Group, une entreprise de marketing sportif de Denver qui a déjà négocié plusieurs contrats de commandite de lieu, soumet une explication.

« Nos recherches montrent que les partisans de la LNH ont une aptitude particulière et une plus grande préférence pour l'accès à l'information en ligne, dit Don Hinchey, vice-président aux communications. Beaucoup de banques insistent sur l'accès à leurs services en ligne dans leurs campagnes de marketing. »

Dans tous les sports

Tous sports confondus, les entreprises du secteur financier sont la principale catégorie de commanditaires de lieu, devant les compagnies aériennes.

« Le secteur financier a les

fonds nécessaires pour faire de gros investissements marketing, souligne M. Hinchey. Mais c'est aussi un secteur qui a beaucoup changé dans la dernière décennie et les entreprises veulent redéfinir leur marque via le marketing sportif. »

Jean Gosselin, vice-président de la firme de relations publiques National et spécialiste en mar-

« Le secteur financier a les fonds nécessaires pour faire de gros investissements marketing. »

keting sportif, indique que « la diversification du marché a obligé les banques à positionner leur marque dans le marché. »

Selon lui, la multiplication des produits financiers offerts par les banques a poussé les autres entreprises qui offraient déjà ces produits à réagir.

Selon le porte-parole de la banque TD Banknorth, Neil Parmenter, la commandite de l'aréna des Bruins et des Celtics

de Boston était tout simplement le meilleur moyen d'établir un lien avec les gens de la région, des passionnés de sport.

Disparition des classiques

La LNH ne compte plus que trois arénas qui ont conservé un nom sans commandite: le Joe Louis Arena de Detroit, le Madison Square Garden de

spéciaux. En plus, les équipes de la LNH partagent parfois l'aréna avec les équipes de la NBA. » Cela rend l'investissement d'autant plus intéressant pour le commanditaire.

Mais il se pourrait que même les stades mythiques du baseball et du football en viennent à changer de nom.

Les partisans des Mets de New York n'imaginaient sûrement pas autre chose que le stade Shea pour désigner le domicile de leur équipe.

Pourtant, le groupe financier Citigroup (tiens tiens!) a payé 400 millions et donnera son nom au nouveau domicile des Mets pour les 20 prochaines années. Le nouveau propriétaire des Cubs songe à renommer le vénérable Wrigley Field.

Et le nouveau stade de football des Giants et des Jets de New York prendra aussi le nom d'un commanditaire. On s'attend à un contrat de 25 à 30 millions par année, le plus important depuis l'arrivée des droits d'appellation.

AVIS LÉGAUX APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

Commission scolaire English-Montréal
English Montreal School Board

APPEL D'OFFRES

PROJET : RÉFECTION DE TOITS À CINQ ÉCOLES
T-3213 : ÉCOLE PRIMAIRE JOHN CABOTO,
T-3214 : ÉCOLE PRIMAIRE DANTE,
T-3216 : ÉCOLE PRIMAIRE ST-DOROTHY,
T-3219 : ACADÉMIE LAURENHILL,
T-3228 : ÉCOLE PRIMAIRE GARDENVIEW.

PROPRIÉTAIRE :
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
6000, avenue Fielding, Montréal (Québec) H3X 1T4
ARCHITECTE :
BRISSET, PERILLA, VARELAS, Architectes
1950 Boul. Alexis Nihon, Ville St. Laurent, Qc. H4R 3B3
Tél : 514-336-9026

La Commission Scolaire English-Montréal, Propriétaire, demande aux membres de l'Association des Maîtres Couvresseurs du Québec des soumissions pour la réfection de la toiture pour chacune des écoles ci-dessous :

T-3213 : ÉCOLE PRIMAIRE JOHN CABOTO,
au 8955 rue Meunier, Montréal. H2N 1W3,
T-3214 : ÉCOLE PRIMAIRE DANTE,
au 6090 rue Lachenaie, St-Léonard H1S 1P1
T-3216 : ÉCOLE PRIMAIRE ST-DOROTHY,
au 8961 6^{me} ave., Montréal (Ahuntsic) H1Z 2T7
T-3219 : ACADÉMIE LAURENHILL,
au 2505 Chemin Côte Vertu,
Ville St-Laurent H4R 1P3
T-3228 : ÉCOLE PRIMAIRE GARDENVIEW,
au 700 rue Brunet, Ville St-Laurent H4M 1Y2

Les plans, devis, documents contractuels et autres renseignements pourront être obtenus au bureau des architectes à partir du mercredi le 14 mai 2008 à compter de 13h00. Un chèque visé de cent dollars (100,00\$), au nom de la COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL est requis pour obtenir l'ensemble des documents de soumission et sera non-remboursable. Le soumissionnaire ne pourra pas se procurer une partie partielle des documents car ces documents sont seulement disponibles dans l'ensemble de leur intégrité.

Visite des lieux aux adresses ci haut mentionnées :
École Gardenview, mardi, le 20 mai 2008 à 09h30.
Académie Laurenhill, mardi, le 20 mai 2008 à 11h00.
École John Caboto, mardi, le 20 mai 2008 à 14h00.
École St-Dorothy, mercredi, le 21 mai 2008 à 09h30.
École Dante, mercredi, le 21 mai 2008 à 11h00.

Une soumission est requis pour chacun des projets et doit être présentée, dans une enveloppe cachetée et identifiée par le nom du soumissionnaire avec le nom et numéro du projet et adressée au soussigné, qui sera reçue à la Commission Scolaire English-Montréal, au 6000 avenue Fielding, Montréal, à la salle 331, jusqu'à 14h00, heure locale, mercredi, le 4 juin 2008.

Les soumissionnaires ne sont pas obligés de soumissionner sur l'ensemble des écoles mais peuvent en soumissionner sur une ou quelques unes des écoles. Toutes les soumissions doivent être déposés dans des enveloppes distinctes par projet et le propriétaire n'acceptera pas plusieurs soumissions dans une enveloppe provenant d'un soumissionnaire.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé au montant de 10% du montant soumis pour les travaux à l'ordre du Propriétaire, CSEM ou d'un cautionnement de soumission émis par une compagnie détenant un permis d'assureur au Canada, établi au même montant, valide pour une période de soixante (60) jours de la date d'ouverture des soumissions. Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour une garantie d'exécution et une garantie des obligations pour gages, matériaux et services. Lorsque ces garanties sont sous forme de cautionnement, le montant de chacune d'elles correspond à 50% du prix du contrat et lorsqu'elles sont sous forme de chèque visé, le montant de chacune d'elles correspond à 10% du prix du contrat.

Seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat, les soumissions des entrepreneurs ayant un établissement au Québec ou lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord, et détenant, le cas échéant, la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1).

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant sur leur solvabilité que pour le contenu de leurs soumissions.

Toutes les soumissions devront être faites conformément aux dispositions les plus récentes du Règlement sur les contrats de construction des immeubles des commissions scolaires en vigueur depuis avril 1994.

La Propriétaire ne s'engage à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
Antonio Lacroce, Directeur Général
3562330A

Hier, une personne a été victime d'un crime.
CAVAC
CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
Formé pour vous épauler

Sa vie a basculé!

Aujourd'hui, le CAVAC est là pour l'aider à retrouver l'équilibre dans sa vie.
1 866 LE CAVAC
www.cavac.qc.ca
Gratuit et confidentiel



MASERATI
LA PASSION DE L'EXCELLENCE



L'ÉMOTION
RENCONTRE
LES AFFAIRES

Quattroporte
AUTOMATIC

QUATTROPORTE SPORT GT AUTOMATIQUE 2008

La très acclamée Maserati Quattroporte est maintenant équipée d'une transmission automatique ZF 6 rapports.

Chaque Maserati offre une performance et un luxe à votre mesure... laissez-vous emporter par une finition intérieure de bois et de cuir faite à la main pendant que le légendaire moteur V8 4,2 l et la suspension « skyhook » s'unissent pour faire de votre conduite de tous les jours une expérience remarquable.

Profitez de la route!

MASERATI QUÉBEC
5155, rue de Sorel, Montréal
514 337-7274
www.maseratiquebec.com

Résultats des tests de comparaison de Motor Trend :

MASERATI QUATTROPORTE SPORT GT 1^{RE} PLACE

2^{DE} PLACE : MERCEDES-BENZ S550
3^{DE} PLACE : JAGUAR SUPER V8
4^{DE} PLACE : LEXUS LS 600 HL


CONSTATEZ COMBIEN UNE QUATTROPORTE PEUT ÊTRE ABORDABLE.

UNE LOCATION POUR AUSSI PEU QUE

1 795\$/mois.

Veillez communiquer avec votre concessionnaire pour plus de renseignements sur l'acompte et les limitations du kilométrage. Location de 36 mois sur approbation de crédit.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS



Agence métropolitaine de transport

APPEL D'OFFRES

No : DA08-0324

OBJET : AMENAGEMENT D'UN STATIONNEMENT INCITATIF À LA GARE SUNNYBROOKE - LIGNE DE TRAINS DE BANLIEUE MONTREAL/ DEUX-MONTAGNES

Pour consulter le devis technique, visitez le site Internet de l'AMT à l'adresse suivante : www.amt.qc.ca/aop

Date et heure limites de réception des offres : **le mercredi 28 mai 2008, à 11 h.**

Prix du document : 300 \$, non remboursable, chèque visé ou mandat à l'ordre de : Agence métropolitaine de transport

Les documents d'appel d'offres sont disponibles en français et peuvent être obtenus ou consultés sur place à partir de 13 h 30 le 13 mai 2008, du lundi au vendredi inclusivement, de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30 à l'endroit suivant :


Agence métropolitaine de transport
500, Place d'Armes, 25e étage
Montréal (Québec) H2Y 2W2

Pour renseignements :
Jean-Jacques Rancourt
Chef -Approvisionnement
514 287-2464 poste 4035

Seuls les soumissionnaires ayant un établissement au Québec seront considérés.

L'AMT n'est tenue d'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Noureddine Hannachi, a.p.a.
Directeur, Approvisionnement
3562302A



Société de transport de Laval

Appels d'offres publics

La Société de transport de Laval demande des offres pour :

2008-P-06 Vente d'un lot de pièces pour autobus urbains

2008-P-07 Vente d'un lot de boîtes de perception GFI et leurs pièces de rechange

Les cahiers des charges sont disponibles à compter du **mardi 13 mai 2008, et ce, jusqu'au jeudi 19 juin 2008, 11 h**, sans aucuns frais.

Pour obtenir lesdits documents, vous devez vous adresser au Service de l'approvisionnement, 2250, avenue Francis-Hughes, Parc Industriel Centre à Laval, Québec - H7S 2C3, téléphone 450 662-5400, poste 8379, du lundi au vendredi, de 9 h à 11 h 30 et de 13 h à 16 h.

Pour être valablement reçue, toute soumission doit être présentée sur les formulaires de la Société, en trois exemplaires, sous enveloppe cachetée, être conforme aux devis et cahiers des charges et adressée au Service de l'approvisionnement, et ce, avant l'heure d'ouverture des soumissions. Les soumissions seront ouvertes **le jeudi 19 juin 2008 à 11 h**, au 2250 de l'avenue Francis-Hughes, Parc Industriel Centre à Laval.

La Société ne s'engage à accepter ni la plus favorable ni aucune des soumissions et n'encourt aucune obligation envers les soumissionnaires.

M^e Pierre Côté
Secrétaire corporatif

Devenez membre du Club de la Vigilance

Aidez-nous à diminuer les disparitions d'enfants en appuyant les programmes de recherche des enfants portés disparus d'Enfant-Retour Québec

1 888
692.4673
www.enfant-retourquebec.ca



Les syndicats de TQS demandent le report de l'assemblée des créanciers

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Les syndicats de TQS tentent de gagner du temps afin de faire rejeter le plan d'arrangement soumis aux créanciers par Remstar.

Les créanciers du Mouton noir, incluant ses employés, doivent voter sur le plan d'arrangement le 22 mai. Les syndicats de TQS s'adresseront toutefois à la Cour supérieure afin de faire retarder la tenue de l'assemblée des créanciers. Leurs arguments seront entendus jeudi par le juge Pierre Journet.

« En faisant reporter le vote, nous pensons pouvoir influencer d'autres créanciers (à voter contre le plan proposé par Remstar) », dit Luc Bessette,

président du syndicat des employés de l'information de TQS à Montréal.

À eux seuls, les employés de TQS ne sont pas assez nombreux afin de faire rejeter le plan de Remstar, qui doit être approuvé par la moitié des créanciers dont la valeur des créances représente au moins les deux tiers de la valeur totale.

La dernière manœuvre des syndicats de TQS n'est pas seulement stratégique. Sur le fond, les syndicats estiment que les créanciers devraient attendre la décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) avant de se prononcer sur le plan d'arrangement de Remstar.

Le CRTC doit entériner l'offre de Remstar avant que TQS ne devienne officiellement la propriété des frères Maxime et Julien Rémillard.

Deux autres acheteurs attendent

« Nous voulons permettre aux employés, qui sont aussi des créanciers, de prendre une décision éclairée, dit M. Bessette. Présentement, nous ne savons même pas si le CRTC va accepter l'offre d'achat de Remstar. Les producteurs vont aussi bénéficier de notre requête. Présentement, les producteurs ne veulent pas perdre un client, mais il est clair que TQS ne disparaîtra pas. Dans les coulisses, il y a deux autres acheteurs qui attendent que Remstar se plante. »

Remstar offre 7 millions de dollars à ses créanciers, soit environ 20 % de leurs créances. L'offre pourrait être bonifiée à 11 millions si le CRTC décidait d'octroyer des redevances sur les abonnements du câble aux réseaux généralistes comme TQS.

Le plan Remstar

Selon le plan proposé par Remstar, les vacances et les heures supplémentaires des employés seront remboursées en totalité, mais pas les indemnités de départ, qui seront soumises au taux de remboursement de 20 %.

« C'est indécent, mais ce n'est pas ce qui est le plus grave dans ce dossier, dit M. Bessette. Remstar a posé comme condition à son plan d'arrangement que le CRTC accepte de renouveler sa licence à ses conditions pour sept ans. T'es un nobody dans le domaine et tu demandes une licence prolongée de sept ans. C'est inacceptable et farfelu. »

Hier, il a été impossible d'obtenir les commentaires de Remstar, qui n'a pas de porte-parole dans le dossier de TQS depuis deux semaines.

La direction de TQS n'a pas voulu réagir à la dernière requête des syndicats.

LA PRESSE AFFAIRES

La Caisse vend une partie de ses intérêts dans BAA

SYLVAIN LAROCQUE
LA PRESSE CANADIENNE

La Caisse de dépôt et placement du Québec a annoncé hier s'être départie, en juillet 2007, de 20 % de

ses intérêts dans la British Airport Authority (BAA), principal gestionnaire aéroportuaire britannique.

La participation de la Caisse dans le capital-actions de BAA est donc passée de 28,94% (1,2 milliard de livres ou 2,4 milliards) à 23,15% (962 millions de livres ou 1,9 milliard), a révélé l'institution dans un communiqué.

« Dès l'achat de BAA par la

Caisse et ses deux partenaires, il était prévu que la participation de la Caisse passerait sous la barre de 25% afin de permettre l'arrivée de nouveaux actionnaires », a déclaré le président et chef de la direction de la Caisse, Henri-Paul Rousseau.

La vente d'une partie de ses intérêts dans BAA a en outre permis à la Caisse de réduire le risque lié à une trop grande concentration dans le

secteur aéroportuaire, a expliqué un porte-parole, Gilles des Roberts.

Le gain de 15% que l'institution a réalisé dans le cadre de la transaction « démontre clairement que l'investissement de la Caisse dans BAA représente un bon placement », a soutenu M. Rousseau.

La Caisse a par ailleurs réitéré, hier, qu'elle allait appuyer le plan de refinancement de BAA, ce qui

devrait se traduire par une importante injection d'argent frais dans l'entreprise. La Caisse n'a pas précisé combien elle allait devoir verser, mais elle a assuré que le montant global de son investissement dans BAA ne dépasserait pas la valeur de sa participation initiale, qui était de 2,4 milliards. L'institution se donne par conséquent une marge de manœuvre de 500 millions.

DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC.
* Modifications aux renseignements déjà publiés.
A = annuelle; S = spéciale; G = générales;
X = supplémentaire; E = extraordinaire.
% = annulé; @ = ajournée.

Raison sociale	Date inscr.	Date d'ass.	Type d'ass
Abbastar Holdings Ltd.	Jun05	Juil10	AG
African Minerals Limited	*Mai 23	Juin26	AG
Africo Resources Ltd.	*Mai 12	Juin12	AGS
Akela Pharma Inc.	Mai 28	Juin27	AG
Alix Resources Corp	Mai 23	Juin30	AG
Alliance Split Income Trust	Mai 13	Juin18	S
Altamira Dividend Fund Inc.	*Mai 09	Juin17	A
Alternative Fuel Systems (2004)	Mai 20	Juin25	AGS
Anorak Resources Corporation	Mai 20	Juin20	AS
Aquila Resources Inc.	Mai 25	Juin08	AS
Art In Motion Income Fund	Mai 20	Juin24	AG
Aspen Group Resources Corp	Mai 26	Juin25	AG
Augusta Resource Corporation	Mai 22	Juin23	AG
Aveno Silver & Gold Mines Ltd	Mai 26	Juil04	AGS
AER Inc	Mai 19	Juin26	AG
ACE Aviation Holdings Inc.	Mai 30	Juin30	A
Baden Technologies Inc.	*Avr 22	Juin12	AG
Bayview Public Ventures Inc.	Mai 27	Juin26	AS
Belvedere Resources Ltd	Mai 26	Juin25	AG
Bennett Environmental Inc.	Mai 23	Juin24	AS
Bralorne Gold Mines Ltd	Mai 26	Juil04	AGS
Brascan Adjustable Rate Tr 1	Mai 23	Juin27	S
Brighter Minds Media Inc.	Mai 19	Juin19	A
British Controlled Oilfields	Mai 09	Juin18	AGS
Buffalo Gold Ltd.	Mai 30	Juin30	AG
Call Genie Inc.	Mai 22	Juin26	AG
Canaf Group Inc	*Mai 02	Juin10	AG
Canuc Resources Corporation	Mai 26	Juin25	AS
Capital Bitumen inc.	Mai 20	Juin20	AS
Capital Wapiti Inc	*Avr 23	Mai 28	AS
Cat. comb act amer A/Tri	Juin09	Juin29	AS
Cat. comb equi Can A/Tri	Juin09	Juin29	AS
Cat. comb. act mon A/Tri	Juin09	Juin29	AS
Cat. croiss europeenne AIM	Juin09	Juin29	AS
Cat. croiss inter. AIM	Juin09	Juin29	AS
Cat. croiss mon. AIM	Juin09	Juin29	AS
Cat. croiss. Select Trimark	Juin09	Juin29	AS
Cat. d'excellence can AIM	Juin09	Juin29	AS
Cat. distinction can. AIM	Juin09	Juin29	AS
Cat. distinction mon. AIM	Juin09	Juin29	AS
Cat. mond. equi. Trimark	Juin09	Juin29	AS
Cat. petites soc amer. Tri	Juin09	Juin29	AS
Cat. petites soc. mon. Tri	Juin09	Juin29	AS
Cat. revenu court terme AIM	Juin09	Juin29	AS
Cat. revenu diversifié Tri	Juin09	Juin29	AS
Cat. societes amer. Trimark	Juin09	Juin29	AS
Cat. technologies mon. AIM	Juin09	Juin29	AS
Cat. Comb act. Can A/Tri	Juin09	Juin29	AS
Cat. Destinee mond. Trimark	Juin09	Juin29	AS
Cat. Destinee n-a Trimark	Juin09	Juin29	AS
Cat. Dividendes Cdn Pl Tri	Juin09	Juin29	AS
Cat. Dividendes Mon. Tri	Juin09	Juin29	AS
Cat. Objectif Cdn. Trimark	Juin09	Juin29	AS
Cat. Sci. sante mon AIM	Juin09	Juin29	AS
Caza Oil & Gas, Inc	*Mai 22	Juin26	AS
Century Mining Corporation	Mai 23	Juin27	AGS
Challenger Energy Corp	Mai 22	Juin26	AG
Champlain Resources Inc.	Mai 30	Juil04	AGS
Chrysalis Capital V Corporatio	Mai 19	Juin18	AS
Clearford Industries Inc.	Mai 19	Juin18	A
Computer Modelling Group Ltd.	Mai 27	Juin26	AGS
Continent Resources Inc.	Mai 27	Juin26	AGS
Coral Gold Resources Ltd.	Mai 26	Juil04	AGS
Corp. Ressources Franc-Or	Mai 16	Juin26	AG
Cresval Capital Corp	Mai 25	Juil03	AGS
CriticalControl Solutions Corp	%Mai 02	Juin03	AGS
Curlew Lake Resources Inc.	Mai 30	Juil04	AGS
Cypress Hills Resources	*Mai 09	Juin19	AGS
CMQ Resources Inc.	*Mai 09	Juin09	AGS
CPVC Bromont Inc.	Mai 23	Juin26	AS
Dajin Resources Corp.	Avr 30	Mai 30	AGS
DiaMedica Inc	Mai 19	Juin25	AS
Ditem Explorations Inc.	Mai 20	Juin27	AS
Dynamic Resources Corp	*Avr 25	Juin09	AG
Environmental Waste Internatio	Mai 19	Juin18	AG
Exchequer Resource Corp	Mai 27	Juin27	AGS
Explorations Matamec inc.	Mai 20	Juin26	AG
First Metals Inc.	Mai 27	Juin27	AS
Flukong Enterprise Inc.	Mai 30	Juil04	AG
Focchini International Inc.	Mai 30	Juin30	A
Fonds de Croissance Templeton	Mai 23	Juil24	A
FMX Ventures Inc.	Mai 23	Juin25	A
Galway Resources Ltd.	Mai 27	Juin26	AG
Garda World Security Corp.	*Avr 24	Juin11	A
Gastem Inc.	Mai 20	Juin27	AS
Glass Earth Gold Ltd.	*Avr 29	Juin27	AG
Global Copper Corp.	Mai 26	Juin26	S
Gold Point Energy Ltd.	Mai 16	Juin18	AG
Gold-Ore Resources Ltd.	Mai 26	Juin26	AGS
Golden Pacific Capital Corpora	Mai 20	Juin25	AGS
Golden Tag Resources Ltd	Mai 20	Juin25	AGS
Goldstake Explorations Inc.	Mai 26	Juin30	AG
Gray Rock Resources Ltd	Mai 25	Juil03	AGS
G2 Resources Inc	Mai 20	Juin19	AS
Home Capital Group Inc	Mars20	Mai 14	AG
Homeland Uranium Inc.	Mai 27	Juin30	AS
HomeServe Technologies Inc.	Juin02	Juin11	AG
Hydraulic Systems Inc	Mai 21	Juin20	A
HMZ Metals Inc.	Mai 30	Juin30	AGS
Icron Technologies Corporation	*Mai 20	Juin23	AG
International Health Partners	*Juin04	Juil09	AGS
International Millennium Minin	Mai 22	Juin27	AG
International PBX Ventures	Mai 26	Juin26	A
Ivana Ventures Inc.	Mai 26	Juin20	A
Ivanhoe Finance Inc.	Mai 30	Juin30	AGS
Jasper Mining Corporation	Mai 23	Juin27	AGS
Kaminak Gold Corporation	Mai 26	Juin25	S
Kane Biotech Inc	Mai 21	Juin26	AS
Kingly Enterprises Inc.	Juin10	Juil16	AS
Kingsmill Capital Ventures Inc	*Avr 14	Mai 29	AGS
Landmark Global Financial Corp	*Mai 12	Juin24	A
Laurent Venture Capital Corp	Mai 26	Juin26	A
Legg Mason Inc.	Mai 23	Juil22	A
Leisure Canada Inc.	*Mai 22	Juin26	AGS
Lexam Explorations Inc.	Mai 23	Juin24	AG
Lydian International Limited	*Avr 16	Mai 29	AG
Madalena Ventures Inc.	Mai 26	Juin30	AGS
Mantis Mineral Corp	Mai 19	Juin27	AS
Marimba Capital Corp.	Mai 20	Juin20	S
Mart Resources Inc.	Mai 28	Juin28	AGS
Maskal Energy Ltd	Mai 28	Juil02	AS
Medworx Solutions Inc.	Mai 19	Juin20	AS
Mega Silver Inc.	Mai 14	Juin17	AG
Mercator Minerals Ltd	*Mai 22	Juin26	AG
Merit Mining Corp	Mai 22	Juin26	AG
Mesa Uranium Corp.	Mai 26	Juil09	AGS
Metalcorp Limited	*Mai 15	Juin19	AGS
Metallica Resources Inc.	*Mai 16	Juin17	AS
Monogen, Inc.	Mai 15	Juin19	AGS
MPAC Industries Corp	Mai 09	Juin19	AG
MPL Communications Inc	Mai 23	Juin27	A
MRRM Inc.	Mai 20	Juin19	AG
Neptune Tech & Bio Inc	Mai 23	Juin26	S
Nevado Venture Capital Corp	Mai 26	Juin27	A
New Gold Inc.	Mai 16	Juin17	AGS
Newfoundland Goldbar Resources	Mai 23	Juin27	AG
Newton Energy Corporation	Mai 27	Juin26	AS
NewBaska Gold And Copper Mine	Mai 31	Juin30	AS
Nurmedia Games Inc.	*Mai 16	Juil09	S
NTG Clarity Networks Inc.	Mai 22	Juin26	A
Niwest Energy Inc.	*Mai 06	Juin16	AGS
Ontex Resources Limited	Mai 19	Juin30	AGS
OMT Inc	Mai 26	Juin25	AS
Pacific Booker Minerals Inc.	Mai 20	Juin16	AGS
Pacific Wildcat Resources Corp	Mai 26	Juin30	AGS
Passport Metals Inc.	Mai 23	Juin27	AGS
Peak Gold Ltd.	*Mai 05	Juin17	S
Petrorstar Petroleum Corporatio	*Mai 17	Juin26	AG
Pinetree Inc	Mai 26	Juin26	AG
Prime Meridian Resources Corp.	Mai 26	Juin25	AG
Pte. prive act EAEO crois Tri	Juin09	Juin29	AS
Pte. prive act. mond Tri	Juin09	Juin29	AS
Pte. prive act. EAEO Tri	Juin09	Juin29	AS
Pte. prive act. Mon M.C. T	Juin09	Juin29	AS
Pte. prive d'actions amer Tri	Juin09	Juin29	AS
Pte. prive d'actions can Tri	Juin09	Juin29	AS
Pte. prive d'oblig. Can. Tri	Juin09	Juin29	AS
Pte. prive revenu mens. Tri	Juin09	Juin29	AS
Pte. prive am. Tri Dev nt	Juin09	Juin29	AS
Pte. prive act can crois AIM	Juin09	Juin29	AS
Pte. prive mon eq Tri Dev nt	Juin09	Juin29	AS
Pte. Prive mon equi. Tri	Juin09	Juin29	AS
Pte. Priv act Mon Tri Dev nt	Juin09	Juin29	AS
Quebecor Inc	Mai 26	Juin26	A
Questair Technologies Inc	Mai 05	Juin16	S
QuStream Corporation	*Mai 05	Juin12	AS
Radiant Energy Corporation	*Avr 23	Juin10	AS
Railpower Technologies Corp.	Mai 21	Juin26	AGS
Real Time Measurements Inc.	Mai 20	Juin27	AS
Research In Motion Limited	Mai 27	Juil15	AG
Resolve Business Outsourcing	*Avr 26	Juin26	AG
Ressources Jourdan Inc	*Mai 02	Juin17	AS
Retrocom Mid-Market REIT	Juin02	Juin27	AS
Richco Investors Inc.	Mai 22	Juin26	AGS
RJK Explorations Ltd	Mai 12	Juin16	AS
San Gold Corporation	Mai 23	Juin23	A
Siocan-Rambler Mines (1947)	Mai 23	Juin26	AS
Starline Resources Inc.	Juin05	Juin10	AG
Takara Resources Inc.	Mai 23	Juin24	AG
Tamerlane Ventures Inc	Mai 12	Juin12	AGS
Temple Energy Inc	Mai 07	Juin04	AG
Terraco Gold Corp.	Mai 28	Juil03	AG
Testudo Oil & Gas Exploration	Mai 24	Juin23	AS
The Futura Loyalty Group	Mai 21	Juin26	AS
Thor Explorations Ltd.	Mai 16	Juin26	AGS
Toba Industries Ltd.	*Avr 27	Juin20	AGS
Tower Energy Ltd.	Mai 29	Juin30	AG
TransAKT Ltd.	Mai 26	Juin03	AS
Tree Island Wire Income Fund	Mai 21	Juin24	AS
Tuscany Energy Ltd.	Mai 14	Juin18	AG
Unitech Energy Resources Inc	Mai 27	Juin26	AS
Unitech Medical Corp.	*Avr 28	Juin26	AG
Univold Corp	Mai 19	Juin26	AG
Waymar Resources Ltd	Mai 22	Juin26	AGS
Western Energy Services Corp	Mai 26	Juin25	AS
Wilmington Capital Management	Mai 26	Juin26	A
XPEL Technologies Corp.	Mai 29	Juin30	AGS
Yonge Street Capital Corp.	Mai 22	Juin26	A
Young-Shamrock Gold Mines Limit	Juin03	Juil03	AGS
Zinc Resources Inc	Mai 23	Juin23	AGS
Zarlink Semiconductor Inc.	Mai 30	Juil23	AS



Choisissez votre accélérateur de rentabilité.

Nos téléphones intelligents ont la bosse des affaires. Faites-en plus à plus d'endroits grâce au réseau le plus rapide et le plus vaste à travers l'Amérique du Nord!

- Envoyez et recevez des courriels grâce à nos forfaits courriel offerts à partir de 15 \$ par mois²
- Visualisez et modifiez des documents Microsoft^{MD} Office où que vous soyez
- Naviguez sur Internet et gardez le contact en temps réel avec Windows Live^{MC} Messenger
- Obtenez des indications routières détaillées grâce à GPS Nav³

Téléphone intelligent
BlackBerryTM CurveSM 8330

199⁹⁵ \$

avec le rabais de 50 \$ de l'ensemble Téléphone intelligent avec un contrat de 3 ans⁴ (549,95 \$ sans contrat)

HTC 6800

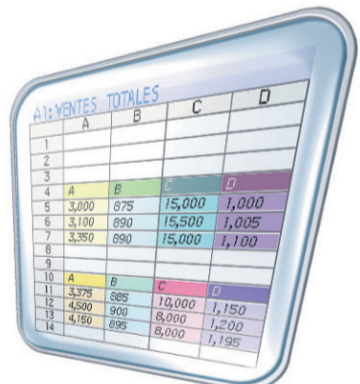
149⁹⁵ \$

avec le rabais de 50 \$ de l'ensemble Téléphone intelligent avec un contrat de 3 ans⁴ (599,95 \$ sans contrat)

LG Rumeur^{MC}

49⁹⁵ \$

avec le rabais de 50 \$ de l'ensemble Amusement avec un contrat de 3 ans⁵ (299,95 \$ sans contrat)



Visitez un magasin Bell 1 888 457-7312
bell.ca/telephonesintelligents



L'offre prend fin le 15 mai 2008. Forfaits offerts avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau principal et du réseau mobile haute vitesse de Bell Mobilité. Options disponibles sur certains appareils. Des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris des taxes étrangères) peuvent s'appliquer à l'extérieur de votre zone locale. D'autres frais mensuels tels que e9-1-1 (75 ¢/mois), accès au réseau (pas des frais du gouvernement; 8,95 ¢/mois) et frais uniques d'activation d'appareil (35 ¢) s'appliquent. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. L'offre est modifiable sans préavis et ne peut être combinée avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) Dans les zones de couverture l'Internet-DO. (2) Exclut Connexion mobile et l'utilisation de votre appareil comme modem pour connecter votre ordinateur portable à Internet; des frais pour utilisation additionnelle s'appliquent. Le forfait de Courriel et Internet/Windows/Palm à 15 \$ est uniquement compatible avec les services de courriel personnels (c.-à-d. POP3 ou IMAP). Le forfait BlackBerry à 15 \$ doit être combiné avec un forfait voix. (3) La construction, la circulation, etc peuvent affecter la précision. (4) Avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'un contrat de 3 ans à un forfait Courriel, Internet et voix d'au moins 45 \$/mois ou à un forfait mensuel voix d'au moins 20 \$/mois avec une option de données Courriel et Internet d'au moins 25 \$/mois. (5) Avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'un contrat de 3 ans à un forfait mensuel voix avec un ensemble Amusement d'une valeur min. de 15 \$/mois. Le rabais s'applique sur le prix de l'appareil avant les taxes en magasin ou, autrement, sur le contrat; prévoie de 4 à 6 semaines. Vous devez conserver l'ensemble Amusement pendant 3 mois suivant l'activation, sinon le rabais sera facturé à votre compte. Les familles de marques, d'images et de symboles relatives à BlackBerry et à RIM sont la propriété exclusive et des marques de commerce de Research In Motion Limited, usager autorisé; Rumeur est une marque de commerce de LG Electronics Inc.; Microsoft, Windows Live, Windows, Excel et Outlook sont des marques de commerce ou des marques déposées de Microsoft Corporation aux États-Unis et dans d'autres pays.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
▼ AbitibiBowater (ABH)	10,15	-0,72	-6,62	496	-50,49	525	35,85	4,57	0,00
ACE Aviation (ACE.B)	✓ 21,39	0,07	0,33	8 260	-24,39	1 202	30,25	17,90	0,00
▲ Aeterna (AEZ)	1,20	0,02	1,70	185	-21,05	64	4,28	0,75	0,00
Air Canada (AC.B)	8,42	0,07	0,84	203	-30,12	842	17,40	7,61	0,00
Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓ 15,57	-0,14	-0,89	1 585	-14,87	3 084	24,00	13,18	0,14
Astral Media (ACM.A)	35,65	-0,03	-0,08	1 402	-23,56	2 038	46,95	33,40	0,50
Banque de Montréal (BMO)	✓ 49,12	0,12	0,25	13 569	-12,80	24 722	71,48	38,00	2,80
Banque Laurentienne (LB)	✓ 43,03	0,28	0,66	206	29,41	1 026	45,08	31,30	1,28
Banque Nationale (NA)	✓ 52,34	0,33	0,63	3 308	0,10	8 292	66,50	43,60	2,48
Banque Royale (RY)	✓ 48,74	0,16	0,33	20 966	-3,94	64 047	61,08	42,82	2,00
▲ BCE (BCE)	✓ 38,10	0,80	2,14	134 373	-3,91	30 681	41,80	33,30	1,46
▲ Bellus Santé (BLU)	✓ 1,95	0,12	6,56	435	-11,36	95	8,29	1,26	0,00
Bombardier (BBD.B)	6,52	-0,01	-0,15	60 993	9,40	11 410	6,97	4,06	0,00
▲ CAE (CAE)	✓ 13,24	0,37	2,88	29 676	-0,53	3 363	15,25	9,92	0,04
Cascades (CAS)	✓ 7,34	-0,06	-0,81	482	-13,03	726	13,05	6,96	0,16
▲ CN (CNR)	✓ 55,86	0,86	1,56	15 321	19,74	26 738	61,00	42,51	0,92
▲ Cogeco (CGO)	30,89	0,52	1,71	42	-21,80	515	44,57	26,77	0,28
Corporation Financière Power (PWF)	✓ 35,38	-0,23	-0,65	4 268	-13,22	24 939	42,69	30,74	1,34
▲ Dorat (LFS)	✓ 6,43	0,28	4,55	536	-15,28	3 308	12,29	5,25	0,00
▲ Garda (GW)	18,86	0,50	2,72	1 195	22,63	592	24,88	12,39	0,00
▲ Groupe CGI (GIB.A)	✓ 11,09	0,15	1,37	12 315	-4,31	3 530	12,24	8,95	0,00
Groupe Canam (CAM)	10,93	-0,03	-0,27	91	-22,76	540	15,98	9,40	0,16
Groupe Pages Jaunes (YLO.UN)	10,74	-0,02	-0,19	17 563	-22,73	5 613	14,65	9,58	1,13
Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓ 55,26	0,33	0,60	2 633	14,79	8 342	56,00	32,83	0,48
▼ Groupe TVA (TVA.B)	16,51	-0,19	-1,14	3	13,71	446	18,51	13,15	0,20

▲ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M \$ Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
▲ Labopharm (DDS)	1,93	0,02	1,05	817	87,38	110	7,37	0,90	0,00
Lassonde (LAS.A)	43,25	0,25	0,58	101	6,76	288	44,00	37,25	0,86
Le Groupe Jean Coutu (PJC.A)	✓ 9,63	-0,02	-0,21	1 327	-13,79	2 410	16,50	9,25	0,16
Les Industries Dorel (DII.B)	31,13	-0,03	-0,10	652	5,88	1 038	40,49	25,86	0,51
Les Vêtements de sport Gildan (GIL)	✓ 29,70	0,67	2,31	6 890	-27,46	3 578	44,55	24,07	0,00
▲ L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓ 37,07	0,80	2,21	927	-12,94	2 978	43,75	32,14	0,90
▲ Mediagrif (MDF)	4,85	0,35	7,78	15	-26,63	71	9,60	4,50	0,00
▼ Mega Brands (MB)	✓ 3,41	-0,12	-3,40	608	-45,00	125	22,11	2,90	0,00
Metro (MRU.A)	✓ 27,02	-0,16	-0,59	667	2,54	3 051	39,49	21,00	0,50
Molson Coors (TAP.B)	✓ 56,50	-0,30	-0,53	2	10,57	10 385	57,95	43,00	0,62
▲ Nortel (NT)	8,20	0,10	1,24	24 183	-45,26	3 811	28,62	5,84	0,00
Osisko Exploration (OSK)	4,17	-0,04	-0,95	6 898	-29,32	669	7,24	4,04	0,00
Paladin Labs (PLB)	10,70	-0,06	-0,56	28	3,38	159	12,20	8,68	0,00
Power Corporation (POW)	✓ 33,21	-0,24	-0,72	4 327	-17,24	15 152	41,92	29,35	1,16
▼ Quebecor (QBR.B)	✓ 30,29	-0,34	-1,11	564	-15,27	2 062	41,94	25,33	0,20
▲ Quebecor World (IQW)	✓ 0,25	0,02	8,70	20 031	-85,88	46	15,50	0,10	0,00
▲ Reitmans (RET.A)	18,60	0,20	1,09	541	-3,08	1 316	27,15	15,02	0,72
▼ Rona (RON)	✓ 13,45	-0,18	-1,32	10 943	-21,11	1 555	24,41	13,00	0,00
▼ Saputo (SAP)	✓ 25,59	-0,51	-1,95	2 876	-14,21	5 271	32,99	20,06	0,48
Stella-Jones (SJ)	35,98	0,01	0,03	12	-12,24	444	48,99	31,01	0,32
Tembec (TMB)	3,93	-0,03	-0,76	31	-37,12	393	28,25	2,80	0,00
▲ Theratechnologies (TH)	✓ 7,43	0,08	1,09	661	-31,71	432	13,12	6,70	0,00
▼ Transat AT (TRZ.B)	20,78	-1,14	-5,20	283	-40,63	690	42,38	19,66	0,36
▼ Transcontinental (TCL.A)	✓ 19,61	-0,34	-1,70	1 189	24,59	1 598	22,66	13,90	0,32
Uni-Select (UNS)	23,40	-0,10	-0,43	111	-25,53	462	32,56	21,02	0,43

TSX CROISSANCE

Les entreprises québécoises au TSX Croissance



	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	CHANGEMENT (%)	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)
AAER (AAE)	0,47	-0,01	-2,11	948 696	-59,57
Abcourt Mines-B (ABI)	0,40	-0,01	-1,25	35 100	17,91
Abitex Resources (ABE)	0,39	0,00	0,00	5 000	34,48
Advitech (AVI)	0,08	0,01	14,29	45 000	6,67
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,14	0,00	0,00	35 000	-12,90
Alert B&C (ACB)	0,28	0,00	0,00	272 848	229,41
Appalaches Resources (APP)	0,10	0,00	0,00	76 000	-20,00
Aptilon (APZ)	0,27	0,00	0,00	25 000	-8,48
Augyva (AUV)	0,37	0,02	4,29	145 300	25,86
Azimut Exploration (AZM)	3,00	0,00	0,00	14 725	-30,39
Bioxel Pharma (BIP)	0,11	0,01	5,00	33 789	-34,38
Branchez-Vous (BVZ)	0,30	0,05	20,41	533	-50,83
CZC (CCM)	0,13	-0,01	-7,14	230 500	-64,87
CO2 Solution (CST)	0,16	-0,04	-17,95	15 400	-30,44
Cadiscor Resources (CAD)	0,38	-0,01	-2,60	40 000	-26,47
Cagim Real Estate (CIM)	0,55	0,03	5,77	5 000	-8,13
Canadian Royalties (CZZ)	2,20	0,03	1,38	275 626	-21,35
Cartier Resources (ECR)	0,43	0,01	2,38	17 000	-31,75
Clemex Tech-A (CXG/A)	0,20	0,00	0,00	32 500	33,33
Comporec (CNX)	0,91	0,00	0,00	100	-32,59
D'Ariane Resources (DAR)	0,07	0,00	0,00	247 500	-36,36
Datcom (DAT)	0,29	0,00	0,00	0	7,41
De-Box Technologies (DBO/A)	0,47	-0,03	-5,05	33 572	-6,00
Deq Systems (DEQ)	1,36	-0,04	-2,86	223 400	-2,86
Dia Bras Exploration (DIB)	0,43	-0,01	-2,27	13 500	-43,42
Diagnos (ADK)	0,81	-0,02	-2,41	9 000	62,00
Dianor Resources (DOR)	0,32	0,04	14,29	108 000	-20,99
Dios Exploration (DOS)	0,29	0,01	3,57	2 000	-30,12
Ditem Explorations (DIT)	0,55	-0,03	-5,17	97 135	-25,68
Ecu Silver Mining (ECU)	1,60	0,00	0,00	162 300	-26,27
Excel Gold Mining (EGM)	0,08	-0,01	-11,77	67 000	15,39
Exeltech Aerospace (XLT)	0,18	0,00	0,00	12 500	-21,74
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,12	0,00	0,00	35 000	-14,29
Fieldex Exploration (FLX)	0,19	-0,03	-11,91	35 000	-30,19
Forest Gate Resources (FGT)	0,08	0,00	0,00	118 000	-36,00
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,65	0,05	8,33	5 000	54,76
Freewest Resources Canada (FWR)	0,27	-0,01	-1,82	266 083	-14,29
Gastem (GMR)	2,80	-0,17	-5,72	830 936	311,77
Gold Hawk Resources (CGK)	0,27	-0,10	-27,03	527 000	-34,15
Golden Goose Resources (GGR)	0,73	0,03	4,29	35 184	40,39
Golden Tag Resources (GOG)	0,22	-0,02	-6,52	62 000	-46,25
Golden Valley Mines (GZZ)	0,29	0,04	14,00	166 100	-28,75
H2O Innovation 2000 (HEO)	1,07	0,07	7,00	9 124	-17,69
HLT Energies (HES)	0,10	0,03	42,86	20 000	-4,76
Hinterland Metals (HMI)	0,07	-0,01	-12,50	269 000	-33,33
Imaflex (IFX/A)	0,21	0,03	16,67	20 000	-66,67
Immunotec (IMM)	0,70	0,14	25,00	4 425	-1,41
Isacsoft-A (ISF)	0,26	0,00	0,00	13	6,12
IWeb Group (IWB)	1,02	0,02	2,00	7 100	2,00
J.A.G. Mines (JMI)	0,17	0,01	3,03	24 500	-19,05
Jourdan Resources (JRN)	0,07	0,01	8,33	29 000	-31,58
Junex (JNX)	3,58	-0,15	-4,02	750 931	486,89
KWG Resources (KWG)	0,06	-0,01	-7,69	571 500	-40,00
Kolombo Technologies (KOL)	0,26	-0,06	-18,75	28 500	-28,77
Lounor Exploration (LO)	0,18	0,02	9,09	10 000	0,00
Louvem Mines (LOV)	0,58	0,00	0,00	0	65,71
Lyrtech Cl A (LYT)	0,02	0,00	0,00	210 065	-20,00
Matamec Explorations (MAT)	0,15	0,00	0,00	62 000	-16,67
Medicago (MDG)	0,69	0,04	6,15	33 700	130,00
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,20	-0,02	-9,09	30 351	-56,52
Melkior Resources (MKR)	0,20	0,00	0,00	23 822	-45,95
Metanor Resources (MTO)	1,00	0,01	1,01	89 282	40,85
Midland Exploration (MDE)	0,69	0,02	2,99	14 000	21,05
Montech Holdings (MTE)	0,08	0,00	0,00	0	15,39
Mty Food Group (MTY)	9,50	-0,01	-0,11	1 260	-24,78
Murgor Resources (MGR)	0,48	0,00	0,00	31 500	-17,45
Names Exploration (NME)	0,32	0,00	0,00	0	0,00
Neptune Tech&Bioresources (NTB)	3,59	0,09	2,57	64 921	-20,93
Nevada Exploration (NGE)	0,70	-0,05	-6,67	13 500	-29,29
Normabec Mining Res (NMB)	0,39	0,01	2,63	64 113	-22,00
Novoko International (EKO)	6,50	-0,04	-0,61	43 633	-26,14
Nstei Technologies (EIN)	1,00	0,05	5,26	11 900	-6,54
Nti Newmaterial (CFD)	0,06	-0,03	-33,33	25 000	50,00
Odesia Group (ODS)	0,41	0,00	0,00	0	-16,33
Opens (OPS)	0,90	-0,01	-1,10	21 000	4,65
Orex Exploration (OX)	0,13	0,00	0,00	254 500	-3,70
Perlite Canada (PC)	0,31	0,00	0,00	0	-8,96
Pershimco Resources (PRO)	0,13	-0,01	-7,14	18 500	-35,00
Petrolia (PEA)	1,66	-0,17	-9,29	1 4	

WESTJET

HAUSSE DES TARIFS > La décision prise par certaines lignes aériennes canadiennes d'imposer des coûts supplémentaires pour le carburant sur leurs vols nord-américains pourrait se traduire par une hausse d'entre 10 et 15% du prix des billets d'avion, ont estimé hier des analystes de l'industrie. Le transporteur WestJet, de Calgary, a suivi l'exemple de son rival montréalais Air Canada, hier, et imposé des frais supplémentaires de 20\$, 30\$ et 45\$ par vol, tout dépendant de leur durée. Cette mesure sera en vigueur à compter d'aujourd'hui. Vendredi, Air Canada a commencé à imposer des frais de 20\$, 40\$ et 60\$. Un aller-retour transcontinental coûte désormais 120\$ de plus. La veille, la plus importante société aérienne canadienne avait imité les transporteurs américains et ajouté des frais similaires à ses vols transatlantiques.

LA PRESSE CANADIENNE

CN

NOUVEAU SERVICE INTERMODAL DANS L'EST > La Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada a annoncé hier l'extension de son service intermodal dans l'est du Québec. Le nouveau service quotidien vise principalement les producteurs de produits forestiers et les fabricants qui font des livraisons sur les marchés de l'Ontario et de l'Ouest du Canada. «Nous croyons que cette option intermodale suscite un vif intérêt dans la région de Québec et au-delà, notamment à Jonquière, Chicoutimi, Montmagny, La Pocatière et Rivière-du-Loup», a déclaré dans un communiqué le premier vice-président aux ventes du CN, Stan Jablonski. «Nous avons la capacité voulue pour acheminer de nouveaux volumes de trafic entre ces centres, Toronto et l'Ouest.» Le CN permettra de charger des produits lourds, soit jusqu'à 60 000 livres de marchandises, dans un conteneur de 40 pieds. Les expéditeurs de Québec pourront ainsi effectuer quotidiennement des livraisons vers Toronto, Winnipeg, Edmonton, Calgary et Vancouver. L'action du CN a pris 86 cents à 55,86\$, hier à la Bourse de Toronto.

LA PRESSE CANADIENNE

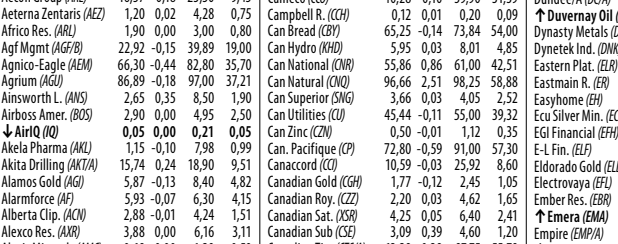
Imax Un trimestre de transition



PHOTO RONALD ZAK. ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Imax a vu ses revenus diminuer de 12% et a creusé sa perte au premier trimestre, période que les chefs de la direction du spécialiste du cinéma sur écran géant ont qualifiée de «période de transition». Imax a affiché hier une perte de 10,3 millions US, soit 25 cents US l'action, par rapport à une perte de 4,7 millions US, ou 12 cents US l'action, au cours de la même période l'an dernier. La société torontoise, qui rapporte ses résultats financiers en dollars américains, a réalisé un chiffre d'affaires de 23,5 millions au cours du plus récent trimestre, contre 26,8 millions un an plus tôt. Le premier trimestre, une saison habituellement plus faible pour la société, souffre aussi de la comparaison avec les résultats de l'an dernier, qui avaient été particulièrement solides grâce au succès de la projection du film 300 sur écrans Imax.

BOURSE DE TORONTO



FERMETURE 14 666,07 VAR. 1 AN 4,73% VAR. 1 JOUR 1,00% 52 SEMAINES HAUT 14 690,75 BAS 12 011,68

COMMENT LIRE LES COTES FINANCIÈRES Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Dans certains cas, des privilèges sont accordés de façon fidèle aux habitudes des lecteurs. Ainsi, le Groupe Jean Coutu est classé sous Jean Coutu. De même, Alimentation Couche-Tard est classé sous Couche-Tard.

Table of stock market data for various companies, including Barrick Gold, BCE, Bell Canada, and others, with columns for company name, price, and change.

SOUS-INDICES

Table showing market indices such as Énergie, Matériaux de base, Prod. consom. de base, etc., with their respective values and changes.

LES 10 PLUS ACTIFS

Table listing the top 10 most active stocks, including BCE, BHP Billiton, and others, with volume and price change.

TITRES GAGNANTS

Table listing top performing stocks in the EN % category, such as Quadra Mining and Codelco.

TITRES PERDANTS

Table listing top performing stocks in the EN \$ category, such as Inmet Mining and Sterling Shoes.

INFLATION

LE HUARD A PROTÉGÉ L'ÉCONOMIE, DIT FLAHERTY > Le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a affirmé hier à Toronto que l'économie canadienne avait prouvé sa capacité d'adaptation malgré les difficultés rencontrées aux États-Unis. Invité par l'Economic Club de Toronto à parler de l'économie canadienne, M. Flaherty a admis que la récession dans le secteur du logement aux États-Unis avait un effet psychologique mais qu'il fallait garder à l'esprit que les prévisions canadiennes étaient positives. Le ministre a reconnu que les Canadiens faisaient face à des prix plus élevés pour l'alimentation et le transport aérien en raison de la hausse du coût de l'énergie. Mais il a ajouté que le Canada n'avait pas été confronté au même type d'impact inflationniste que d'autres pays. Selon lui, l'économie du Canada a été relativement protégée contre les pressions inflationnistes en raison de la vigueur de la devise canadienne qui a affecté positivement le coût des importations. L'appréciation du cours de l'unité nationale a toutefois affecté les exportateurs de biens canadiens, principalement vers les États-Unis.

LA PRESSE CANADIENNE

LOGEMENTS

LA CROISSANCE DES PRIX RALENTIT > La croissance annuelle des prix des logements neufs a ralenti en mars dernier au Canada pour le deuxième mois consécutif. Les prix de vente des entrepreneurs ont augmenté de 6,1% entre mars 2007 et mars 2008. Ce rythme est légèrement plus lent que l'augmentation de 6,2% observée entre février 2007 et février 2008. Statistique Canada précise que les prix ont augmenté de 0,2% de février à mars. De fortes hausses de prix ont été constatées à Saskatoon, à Regina et à Winnipeg. Les constructeurs ont attribué l'augmentation des prix dans ces villes à la hausse des coûts des matériaux et de la main-d'œuvre, de même qu'à un marché vigoureux. À Toronto, les prix de vente étaient 4,5% plus élevés par rapport à ceux enregistrés en mars l'année précédente. À Québec, les prix ont augmenté de 3,9% comparativement au même mois l'année précédente. À Montréal, le taux de croissance sur 12 mois a ralenti pour passer à 4,5%.

LA PRESSE CANADIENNE

LA PRESSE AFFAIRES

LES BOURSES
DANS LE MONDE

	FERMETURE		VARIATION NET EN %	
AMÉRIQUE DU NORD/SUD				
NASDAQ	2 488,49	42,97	1,76	
S&P 500 (New York)	1 403,58	15,30	1,10	

Mexico Bolsa	30 637,36	-37,00	-0,12
Brazil Bovespa Stock	70 415,82	770,12	1,11

EUROPE/AFRIQUE

DJ Euro Stoxx 50 P	3 239,33	11,00	0,34
FTSE 100 (Angleterre)	6 220,60	15,90	0,26
CAC 40 (France)	4 976,21	15,65	0,32
DAX (Allemagne)	7 035,95	32,78	0,47
IBEX 35 (Espagne)	14 053,90	108,80	0,78

Milan MIB30 (Italie)	34 494,00	62,00	0,18
Amsterdam Exchanges	482,07	1,67	0,35
Swiss Market (Suisse)	7 483,97	-102,18	-1,35

ASIE/PACIFIQUE

NIKKEI 225 (Japon)	13 743,36	88,02	0,65
Hang Seng (Hong Kong)	25 063,17	-386,62	-1,52
S&P/ASX 200 (Australie)	5 828,50	56,70	0,98
Shanghai (Chine)	3 626,98	13,49	0,37

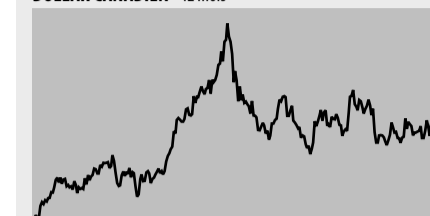
LES DEVISES
DANS LE MONDE

Australie	dollar	0,9525
Brésil	real	0,6049
Chine	renminbi	0,1438
Grande-Bretagne	livre	1,9678
Hong Kong	dollar	0,1289

Inde	roupie	0,0240
Japon	yen	0,0097
Mexique	peso	0,0959
Norvège	couronne	0,1990
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7751
Russie	rouble	4,2429
Suède	couronne	0,1682
Suisse	franc	0,9630

DOLLAR CANADIEN

DOLLAR CANADIEN > 12 mois



99,56 ¢US

VARIATION **+0,12** ¢

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un dollar US **100,44** ¢

0,6400 €

VARIATION **-0,0026** €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un euro **1,5627** \$

PÉTROLE

West Texas Intermediate

124,19 \$US

VARIATION **-1,75** \$US

Light Sweet Crude **127,39** \$US

North Sea Brent **122,49** \$US

OR

New York

884,90 \$US

VARIATION **-0,90** \$US

En dollars canadiens **888,79** \$

Les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

Le pire de la crise du crédit
pourrait être passé

BLOOMBERG

Le pire de la crise du crédit, qui a incité les banques à resserrer le crédit et qui a amené la Réserve fédérale américaine (Fed) à venir à la rescousse de Bear Stearns, pourrait être passé si l'on se fie à ce que démontrent les taux d'emprunt de court terme.

La différence entre le rendement des bons du Trésor de trois mois et le taux des prêts libellés

en dollars américains à Londres, une indication du risque de crédit, s'est rétrécie de 7 points de base à 0,93 point de base, le plus petit écart depuis le 25 février dernier. Cet écart avait atteint 2 points de pourcentage le 19 mars dernier.

« Ça indique qu'à tout le moins, le pire est passé », soutient Theodore Ake, responsable des transactions sur les bons du Trésor chez Mizuho Securities USA à New York, l'un des 20

courtiers faisant affaire sur le marché primaire et négociant directement avec la Fed. « Il y avait beaucoup de panique intégrée dans ces transactions, et elle continuera à se résorber, ajoute-t-il. Il y a eu un mouvement massif vers la qualité. »

Ben S. Bernanke, président de la Fed, soutient la confiance envers les marchés de crédit après avoir sabré les taux d'intérêt sept fois depuis septembre dernier, appuyé le rachat de Bear

Stearns et injecté plus de 900 milliards US dans le système financier. Ces mesures ont contribué à apaiser les perturbations tandis que l'on assistait à des pertes et à des dépréciations liées aux titres hypothécaires et aux prêts à effet de levier divulgués par les banques à hauteur de 329 milliards US.

M. Bernanke a réduit le taux cible des prêts d'un jour entre les banques de 3,25 points de pourcentage depuis septembre dernier, y compris deux baisses de trois quarts de point cette année. La banque centrale a fourni 29 milliards US de financement pour faire en sorte que JP Morgan Chase puisse racheter Bear Stearns. Les décideurs ont aussi offert des prêts aux maisons de courtage dans le cadre de la plus importante expansion du crédit depuis la Grande Dépression.

AbitibiBowater lance un papier écolo

La société papetière AbitibiBowater vient de lancer un papier offset qui se veut moins coûteux et plus écologique, appelé ECOPAQUE. Ce produit à blancheur élevée a été mis au point pour le secteur de l'impression commerciale. Pour un poids de base équivalent, ce nouveau papier utilise 50 % moins de fibre de bois que le papier UFS.

La Presse Canadienne

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHEANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	6,00	01-06-2008	100,15	2,52 -0,01
Canada	5,50	01-06-2009	102,92	2,64 -0,01
Canada	9,50	01-06-2010	113,43	2,71 -0,02
Canada	9,00	01-03-2011	116,35	2,87 +0,01
Canada	6,00	01-06-2011	108,95	2,90 +0,02
Canada	10,25	15-03-2014	137,24	3,19 +0,10
Canada	9,75	01-06-2021	160,24	3,83 +0,39
Canada	8,00	01-06-2023	146,01	3,92 +0,41
Canada	8,00	01-06-2027	152,04	4,05 +0,46
Canada	5,75	01-06-2029	123,67	4,06 +0,41
LES PROVINCES				
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	160,32	4,52 +0,42
Manitoba	7,75	22-12-2025	136,45	4,68 +0,39
New Brunswick	5,70	02-06-2008	100,13	2,66 -0,01
New Brunswick	6,00	27-12-2017	113,49	4,27 +0,21
Newfoundland	6,15	17-04-2028	117,92	4,74 +0,38
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	123,56	4,71 +0,38
Ontario	6,25	25-08-2028	119,45	4,74 +0,39
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	116,15	3,78 -0,19
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	144,48	4,68 +0,39
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	143,17	4,68 +0,41
P.E.I.	8,50	27-10-2015	128,70	4,00 +0,19
Québec	6,00	01-10-2029	115,71	4,81 +0,40
LES CORPORATIONS				
Bank Of N S	5,65	22-07-2008	100,42	3,31 0,00
Bell Canada	7,00	24-09-2027	83,85	8,74 -1,82
Bombardier	7,35	22-12-2026	97,00	7,65 0,00
Cdn Occ Pet	6,30	02-06-2008	100,18	2,54 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	106,73	5,53 +0,33
Gtaa	6,45	03-12-2027	112,55	5,40 +0,32
Investors Gr	6,65	13-12-2027	106,22	6,10 +0,29
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	111,63	5,75 +0,31

La banque HSBC améliore son bilan

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — La première banque européenne, la britannique HSBC, a annoncé hier que son bénéfice du premier trimestre de 2008 était plus élevé que celui du premier trimestre de 2007, c'est-à-dire avant que la crise du *subprime* batte son plein, malgré de nouvelles dépréciations d'actifs.

Dans un rapport d'activité, le groupe a indiqué qu'il avait dû inscrire 2,6 milliards US de plus de dépréciations d'actifs dans son activité de banque de financement et d'investissement, et 3,2 milliards US de créances douteuses au titre de ses activités de prêts aux particuliers aux États-Unis.

Ces créances douteuses sont le double de ce qu'elles étaient au premier trimestre de 2007, mais elles ont ralenti par rapport aux 4,6 milliards US du quatrième trimestre de 2007.

Les dépréciations pour leur part s'ajoutent aux 2,1 milliards US inscrits au deuxième semestre l'an dernier. En revanche, elles sont moins graves que les quelque 5 milliards US envisagées par les analystes pour le premier trimestre.

Le groupe a indiqué que le bénéfice net de son activité de prêts immobiliers américains, HSBC Finance, dont il a publié les résultats détaillés hier, était tombé de plus de moitié au premier trimestre, passant de 541 à 255 millions US.

Selon HSBC, la croissance de son chiffre d'affaires a « confortablement » dépassé celle du premier trimestre de 2007 même après avoir absorbé les nouvelles dépréciations d'actifs, et est demeurée positive également en excluant un gain de 2,7 milliards US sur la dette.

Les activités européennes ont « enregistré une bonne performance » au premier trimestre, mais le bénéfice avant impôt « a baissé de manière importante » en Amérique du Nord.

En revanche, « le premier trimestre a continué à s'avérer une très bonne période pour les marchés émergents, démontrant une fois de plus l'importance de notre stratégie de concentration sur ces marchés », a estimé HSBC. Le groupe a accru ses bénéfices avant impôt dans tous les grands pays où il fait affaire en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient et en Amérique latine.

Selon le président, Stephen Green, cité dans le communiqué, « les perspectives pour le reste de l'année restent inhabituellement difficiles à prévoir dans l'environnement actuel ».

Il a noté qu'il y avait « de nombreuses parties du monde qui bénéficient d'une forte croissance économique », en particulier les économies émergentes, mais qu'il ne faut pas oublier « la probabilité de plus



PHOTO LUKE MACGREGOR, REUTERS

HSBC a 128 millions de clients dans le monde, répartis dans 83 pays et territoires.

en plus importante que les États-Unis entrent en récession en 2008 ».

Il a estimé que le calendrier d'une reprise du marché économique américain était « peu clair ».

Dans une conférence de presse téléphonique, le directeur général, Michael Geoghegan, a déclaré qu'il était trop tôt pour juger si le sommet des mauvaises créances avait été dépassé. « Je dirais que nous sommes dans une accalmie en ce moment. Je ne peux pas dire si cela va repartir à la hausse ou à la baisse », a-t-il dit.

M. Geoghegan a ajouté par ailleurs que HSBC n'avait pas l'intention de vendre HSBC Finances. « Nous n'avons pas actuellement l'intention de faire autre chose que de faire avancer l'entreprise. Il y a des parties de cette filiale qui pourraient ne pas être essentielles, mais ce n'est pas le bon moment pour vendre », a-t-il dit.

Les analystes ont salué la bonne tenue de la banque: « Le bénéfice de HSBC a été en hausse au premier trimestre et nous pensons que c'est quelque chose dont peu de banques en Europe peuvent se vanter », a jugé Alex Potter, de Collins Stewart, dans une note à ses clients.

Robert Law, de Lehman Brothers, a estimé aussi que « le rapport d'activité évoque une croissance générale du groupe, ce que ne montrent pas de nombreuses grandes banques mondiales ».

HSBC a 128 millions de clients dans le monde, répartis dans 83 pays et territoires. La banque avait 2,354 milliards US d'actifs au 31 décembre 2007.

LES MÉTAUX

		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)			HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	2 867,50	2 820,00	NICKEL	Comptant	26 860,00	27 600,00
	3 mois	2 905,00	2 905,50		3 mois	27 040,00	27 045,00
	15 mois	3 007,00	2 968,00		15 mois	26 595,00	27 155,00
CUIVRE (A)	Comptant	8 400,00	8 460,00	ÉTAIN	Comptant	24 565,00	24 600,00
	3 mois	8 269,00	8 270,00		3 mois	24 600,00	24 650,00
	15 mois	7 900,00	7 890,00		15 mois	24 250,00	24 075,00
PLOMB	Comptant	2 285,50	2 410,50	ZINC	Comptant	2 165,50	2 190,50
	3 mois	2 305,00	2 305,50		3 mois	2 200,00	2 202,00
	15 mois	2 345,00	2 460,00		15 mois	2 268,00	2 283,00

Dollars US par tonne métrique Source : London Metal Exchange

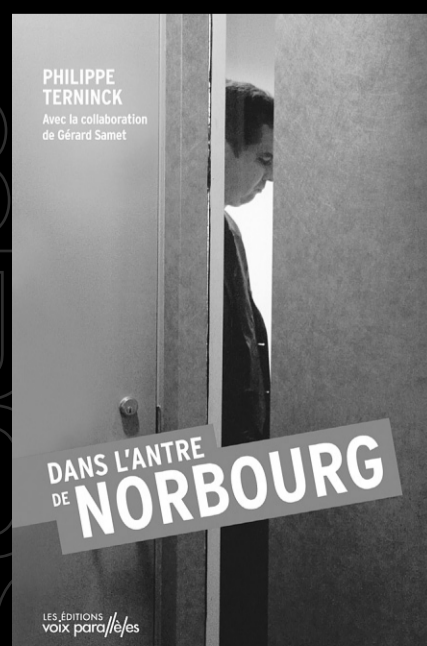
Plongez dans
L'ANTRE DE NORBOURG
et découvrez les dessous du plus
grand scandale financier québécois

« J'espère que ce livre va contribuer à la recherche de la vérité et à éviter que de telles situations puissent se reproduire »

— Philippe Terninck

Offert en librairie
et sur librairie.cyberpresse.ca

LES ÉDITIONS
voix parallèles



PHILIPPE
TERNINCK
Avec la collaboration
de Gérard Samet

DANS L'ANTRE
DE
NORBOURG

LES ÉDITIONS
voix parallèles

Examen d'Exportation et développement Canada

À VOUS LA PAROLE!

CONSULTATIONS PUBLIQUES

le mardi 27 mai à 8 h 30

Gesū, Centre de créativité – 1 200, rue de Bleury, salle d'Auteuil, Montréal

Pour vous inscrire, prière de visiter le www.edcreview2008.ca
edcreview2008@i-financialconsulting.com

Téléphone : 1-877-742-7829 (sans frais)
ou 613-742-7829

Télécopieur : 613-742-7099

INTERNATIONAL
FINANCIAL
CONSULTING